



Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC.

QUEBEC, SAMEDI, 11 SEPTEMBRE 1886.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

2031

Nominations.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en Conseil, en date du 7 septembre courant (1886), de nommer MM. Arsène Biron, André Yeargean, Cyrille Parent, Calixte Lemaire et Adolphe Laforce, commissaires d'écoles pour la nouvelle municipalité de "Saint-Elphège," dans le comté d'Yamaska.

3029

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT GOUVERNEUR, par un ordre en Conseil, en date du 27 août dernier (1886), de nommer M. Pierre Cournoyer, commissaire d'école pour la paroisse de Saint-Pierre de Sorel, dans le comté de Richelieu, en remplacement de M. J. B. Cournoyer.

2997

PROVINCE OF QUEBEC.

QUEBEC, SATURDAY, 11th SEPTEMBER, 1886.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

2032

Appointments

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased by an order in Council, dated the 7th September instant, (1886), to appoint Messrs. Arsène Biron, André Yeargean, Cyrille Parent, Calixte Lemaire and Adolphe Laforce, school commissioners for the new municipality of "Saint Elphège," in the county of Yamaska.

3030

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by an order in council dated the 27th August last, (1886), to appoint Mr. Pierre Cournoyer, school commissioner for the parish of Saint Pierre de Sorel, in the county of Richelieu, instead of Mr. J. B. Cournoyer.

2998

Proclamations.

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

L. R. MASSON.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A nos aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la province de Québec, et à nos Citoyens et Bourgeois élus pour servir dans l'Assemblée Législative de notre dite province, et à tous ceux que les présentes peuvent concerner,—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que, dans et par Notre Proclamation datée le vingt-troisième jour du mois de Juillet dernier, il nous a plu convoquée la Législature de Notre Province de Québec pour le vingt-septième jour du mois de Septembre courant. **E**T ATTENDU que, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif de Notre dite Province de Québec, Nous avons jugé à propos de dissoudre l'Assemblée Législative de Notre dite Province ; **A** CES CAUSES, par Notre présente Proclamation Royale, Nous dissolvons la dite Assemblée Législative ; Nous exemptons en conséquence les Conseillers Législatifs et les Citoyens et Bourgeois de l'Assemblée Législative de l'obligation de s'assembler et d'être présent le dit vingt-septième jour du mois de septembre courant.

ET EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : **E**MMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de la dite province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-six, et de Notre Règne la cinquantième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec

CANADA,
PROVINCE DE
QUÉBEC.
[L. S.]

L. R. MASSON.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que c'est Notre désir et détermination de rencontrer, aussitôt que faire se pourra, Notre peuple de Notre Province de Québec, et d'avoir son avis en Parlement :

A CES CAUSES, Nous faisons connaître par les présentes Notre volonté et Plaisir Royal de convoquer la Législature de Notre dite Province, et Nous déclarons de plus que, de l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province de Québec, Nous avons ce jour donné des ordres pour l'Emission de Nos Brefs d'Élection, en due forme, pour consti-

Proclamations.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

L. R. MASSON.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Citizens and Burgesses elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and to all to whom it may concern—

GREETING :

A PROCLAMATION.

WHEREAS, it has pleased Us by Our Proclamation, dated the twenty third day of July last, to convoke the Legislature of Our Province of Quebec, for the twenty seventh day of the month of September instant. **A**ND WHEREAS, We have thought fit, by and with the advice and consent of Our Executive Council of Our Province of Quebec, to dissolve the Legislative Assembly of Our said Province ;

NOW KNOW YE, that, by this Our Royal Proclamation, We dissolve the said Legislative Assembly ; accordingly We exempt the Legislative Councillors, and the Citizens and Burgesses of the Legislative Assembly of the obligation of meeting and attendance on the said twenty seventh day of September instant.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : **W**ITNESS, Our Trusty and Well Beloved the Honorable LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON, member of Our Private Council, for Canada, Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec,

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this NINTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and eighty six, and in the fiftieth year of Our Reign.

By command,

L. H. HUOT,

Clerk of the Crown in Chancery
Québec.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

L. R. MASSON.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

A PROCLAMATION.

WHEREAS, We are desirous and resolved, as soon as may be, to meet Our people of Our Province of Quebec, and to have their advice in Parliament ;

NOW KNOW YE, We do make known Our Royal will and pleasure, to call the Legislature of Our said Province, and do further declare, that by and with the advice of the Executive Council of Our said Province of Quebec, We have, this day, given orders for issuing Our Writs in due

tuer l'Assemblée Législative de Notre dite Province, lesquels Brefs d'Élection seront en date du NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE courant, et rapportables le VINGT-CINQUIÈME jour d'OCTOBRE prochain, les présentations des candidats aux différentes Elections, dans tous les Districts Electoraux de la Province, auront lieu et se feront le SEPTIÈME jour du mois d'OCTOBRE prochain, à l'exception cependant de Nos Brefs d'Élection pour le District Electoral de GASPE, et pour le District Electoral de CHICOUTIMI et SAGUENAY, lesquels Brefs d'Élection seront rapportables le DIXIÈME jour de NOVEMBRE prochain.

En Foi de Quoi, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : Témoïn, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-six, et de Notre Règne la cinquantième.

Par ordre,

L. H. HUOT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

Canada, }
Province de } L. R. MASSON.
Québec. }
[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

SACHEZ que, désirant et ayant résolu, aussitôt que faire se pourra, de rencontrer Notre Peuple de Notre Province de Québec, et d'avoir son avis en Parlement, Nous, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de Notre dite Province de Québec, convoquons par ces présentes l'Assemblée Législative de Notre dite Province, et la sommons de se réunir en Notre Cité de Québec, en Notre dite Province, MERCREDI, le DIXIÈME jour de NOVEMBRE prochain, pour là et alors conférer et traiter avec les grands hommes et le Conseil Législatif de Notre dite Province.

En Foi de Quoi, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait opposer le Grand Sceau de Notre dite Province de Québec : Témoïn, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-six, et de Notre Règne la cinquantième.

Par ordre,

L. H. HUOT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

form, for calling the Legislative Assembly of Our said Province, which Writs are to bear date on this NINTH day of SEPTEMBER instant, and to be returnable on the TWENTY FIFTH day of OCTOBER next; the nominations of the candidates at the different Elections in all the Electoral Districts of the Province shall take place and be held the SEVENTH day of OCTOBER next, except however the Writs for the Electoral Division of GASPE, and for the Electoral Division of CHICOUTIMI and SAGUENAY, which Writs will be returnable on the TENTH day of NOVEMBER next.

In TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Québec to be hereunto affixed: Witness, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON, member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant-Governor of Our said Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this NINTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and eighty six, and in the fiftieth year of Our Reign.

By command,

L. H. HUOT,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

Canada, }
Province of } L. R. MASSON.
Québec. }
[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

A PROCLAMATION.

KNOW YE, We being desirous and resolved, as soon as may be, to meet Our People of Our Province of Québec, and to have their advice in Parliament, do hereby, by and with the advice of Our Executive Council of Our said Province, summon and call together the Legislative Assembly of Our said Province to meet at Our City of Québec, in Our said Province, on WEDNESDAY, the TENTH day of NOVEMBER next, then and there to have conference and treaty with the Great Men and Legislative Council of Our said Province.

In TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed: Witness Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON, member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant-Governor of Our said Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this NINTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and eighty six, and in the fiftieth year of Our Reign.

By command,

L. H. HUOT,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

Avis du Gouvernement.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Avis de demande de délimitation en vertu de la 4^e Vict., chap. VI, sec. 5.

Pour annexer les lots Nos. 17 à 30 du 11^e rang de Saint-Joseph de Wakefield, comté d'Ottawa, à la municipalité de Saint-Edouard de Wakefield, même comté, pour fins scolaires. 3031

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en Conseil, du 25 août 1886, de détacher les lots suivants de la municipalité de Lowe, comté d'Ottawa, et de les ériger en une municipalité scolaire séparée sous le nom de "Lowe Sud."

Lots No. 25 à 34 inclusivement du premier rang.

Lots No. 36 à 45 inclusivement du deuxième rang et

Lots No. 33 à 41 aussi inclusivement du troisième rang du canton de Lowe. 3005

No. 1150.86.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

AVIS

de demande de délimitation, érection, etc., de municipalité scolaire, en vertu de la 5^e Sec. 41 Vic. ch. 6.

Détacher de la municipalité de "Ouatohouan," dans le comté de Chicoutimi, le village de "Roberval," comprenant les lots Nos. 9, 10, 11, 12 et 13, du rang B, du canton de Roberval, avec cette partie du lot No. 14, du dit rang, comprise dans les limites de la municipalité rurale du dit village de "Roberval," et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Roberval." 3003

No. 681. 86.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR par un ordre en conseil en date du 27 août dernier (1886), d'ériger en municipalité scolaire, sous le nom de "Côte Saint-Léonard", l'arrondissement No. 2, de la municipalité scolaire de la "Longue Pointe", connu sous le nom de Côte Saint-Léonard, et faisant actuellement partie de la paroisse de "Saint-Léonard de Port Maurice", comté d'Hochelega, avec les limites suivantes, savoir: au nord-est par la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, au sud-ouest par le chemin public séparant la Côte Saint-Michel de la dite Côte Saint-Léonard; au nord-ouest par la paroisse de la Rivière des Prairies, et au sud-est par la ligne du trait-carré des terres de la Côte Saint-Léonard et de la paroisse de la Longue Pointe. 2999

No. 126.86.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 27 août dernier, (1886), d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Village de Sainte-Pudentienne," le dit village de Sainte-Pudentienne, comté de Shefford, avec les limites qui lui sont assignées par la proclamation du douze de janvier dernier, en lui annexant les lots Nos. 1, 2, 3, 4, 5, et la moitié ouest du lot No. 6, du premier rang de Roxton, la partie du lot No. 1, qui ne fait pas déjà partie du village, et les lots Nos. 2, 3, 4, et 5, du deuxième rang de Roxton, la moitié sud des lots Nos. 1, 2, 3 et 4, du troisième rang de Roxton, le lot No. 1, du premier rang de Milton,

Government Notices.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Notice of application to change limits in accordance with 41 Vict., chap. VI, sec. 5.

To annex lots Nos. 17 to 30 of the 11th range of Saint Joseph of Wakefield, county of Ottawa, to the municipality of Saint Edward of Wakefield, same county, for school purpose. 3032

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased by an order in Council, of the 25th August, 1886, to detach the following lots from the municipality of Lowe, county of Ottawa, and to erect them into a separate school municipality under the name of "South Lowe."

Lots No. 25 to 34 inclusive of the first range.

Lots No. 36 to 45 inclusive of the 2nd range and

Lots No. 33 to 41 also inclusive of the third range of the township of Lowe. 3006

No. 1150.86.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

of application to bound, erect, &c., school municipalities, in virtue of the fifth Sec., 41 Vict. ch. 6.

To detach from the municipality of "Ouatohouan," in the county of Chicoutimi, the village of "Roberval," comprising lots Nos. 9, 10, 11, 12 and 13, of range B, of the township of Roberval, with that part of lot No. 14, of said range, comprised within the limits of the rural municipality of the said village of "Roberval," and to erect the same into a distinct school municipality, under the name of "Roberval." 3004

No. 681. 86.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by an order in council dated the 27th August last, (1886), to erect into a school municipality, under the name of "Côte Saint Léonard", district No. 2, of the school municipality of La Longue Pointe, known under the name of "Côte Saint Léonard" and now forming part of the parish "Saint Léonard de Port Maurice", county of Hochelega, with the following limits: to the north east by the parish of Pointe aux Trembles, to the south west by the public road separating the Côte Saint Michel from the said Côte Saint Léonard, to the north west by the parish of La Rivière des Prairies, and to the south east by the rectangular line of the lands of La Côte Saint Léonard and of the parish of La Longue Pointe. 3000

No. 126.86.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by an order in council dated the 27th August last, (1886), to erect into a school municipality, under the name of "Village de Sainte Pudentienne," the said village of Sainte Pudentienne, in the county of Shefford, with the limits assigned to it by proclamation dated the twelfth January last, by annexing thereto lots Nos. 1, 2, 3, 4, 5, and the west half of lot No. 6, of the first range of Roxton, that part of lot No. 1, which does not already form part of the village, and lots Nos. 2, 3, 4 and 5, of the second range of Roxton, the south half of lots Nos. 1, 2, 3 and 4, of the third range of Roxton, lot No. 1, of the

les trois quarts du lot No. 2, du deuxième rang de Milton, et le lot No. 1, du troisième rang de Milton. 3001

PROVINCE DE QUEBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'acte 45 Vict., ch. 10, que, 60 jours après la date de la dernière publication du présent avis, laquelle se fera deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste :

Canton Roberval.
(4e rang.)

Lot No. 13, à Ant. Rigal.

Seigneurie du Cap de la Magdeleine.
(Rang S, Sainte-Catherine.)

Lot No. 17, à Nap. Bellemare.

E. E. TACHÉ,
Assist. Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,
Québec, 9 septembre 1886. 3011

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 28 août 1886.

Avis public est par le présent donné qu'une demande a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par le conseil municipal du village de Gaspé, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en anglais seulement, tout avis, règlements ou résolutions faits ou passé par le dit conseil.

Toutes oppositions devront être produites dans le délai des deux mois qui suivront la seconde et dernière publication du présent avis.

PH. J. JOLICŒUR,
Assistant Secrétaire.
2933 2

No. 859.86.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

AVIS

de demande d'érection de municipalités scolaires, en vertu de la 5e sec., 41 Vict., ch. 6.

Eriger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Saint-Charles Borromée," les lots depuis le No. 1, jusqu'à celui No. 33, tous deux inclusivement, des neuf premiers rangs du canton "Spaulding," dans le comté de Beauce. 2941 2

PROVINCE DE QUEBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., ch. 10, que, 60 jours après la date de la dernière publication du présent avis, laquelle se fera deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste :

Adj. 5420.

Canton Ham Nord.

Le lot 10, dans le 8e rang, à Charles Carbonneau.

E. E. TACHÉ,
Assistant Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,
Québec 2 septembre 1886.

PROVINCE DE QUEBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., ch. 10, que, 60 jours après la date

first range [of Milton, the three quarters of lot No. 2, of the second range of Milton, and lot No. 1, of the third range of Milton. 3002

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, that, 60 days after the last publication of this notice, which will appear twice in the *Quebec Official Gazette*, the Commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township Roberval.
(4th range.)

Lot No. 13, to Ant. Rigal.

Seigniorie of Cap de la Magdeleine.
(S. range, Sainte Catherine.)

Lot No. 17, to Nap. Bellemare.

E. E. TACHÉ,
Assist. Commissioner.

Department of Crown Lands,
Quebec, 9th September, 1886. 3012

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 28th August, 1886.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor, by the municipal council of the village of Gaspé, for leave to publish in the english language only, all notices, by-laws or resolutions made or passed by the said council.

All oppositions to the granting of the same must be produced within two months from the second and last insertion of the present notice.

PH. J. JOLICŒUR,
Assistant Secretary.
2934

No. 859.86.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

of application to erect school municipalities, in virtue of the 5th sect., 41 Vict., ch. 6.

To erect into a distinct school municipality under the name of "Saint Charles Borromée," lots from No. 1 to No. 33, both inclusively, of the nine first ranges of the township of "Spaulding," in the county of Beauce. 2942

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the act 45 Vict., ch. 10, that 60 days after the last publication of this notice, which will appear twice in the *Quebec Official Gazette*, the Commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 5420.

Township of North Ham.

Lot 10, in the 8th range, to Charles Carbonneau.

E. E. TACHÉ,
Assistant Commissioner.

Department of Crown Lands,
Quebec, 2nd September, 1886.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the act 45 Vict., ch. 10, that 60 days after the last publica-

de la dernière publication du présent avis, laquelle se fera deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*; le Commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste :

Canton Rawdon.

(11e rang.)

Lot No. 19, à Wm. Lord.

Canton Bois.

(3e rang.)

Lot No. 6, à Jean Chevalier.

E. E. TACHE,

Assistant Commissaire.

Département des Terres de la Couronne.

Québec, 2 septembre 1886.

2955 2

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 16 août 1886.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par Achille C. A. Bissonnette, écuyer, notaire, de la ville de Saint-Henri, comté d'Hochelaga, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de Ferdinand Faure, écuyer, notaire, de la dite ville de Saint-Henri, en vertu des dispositions du Code du Notariat.

PH. J. JOLICEUR,

Assistant Secrétaire.

2838 4

No. 1000.86

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

AVIS

De demandes d'annexions, délimitations, etc., de municipalités scolaires, en vertu de la 6e section, 41 Vict., ch. 6.

Détacher de la municipalité scolaire de "Saint-David," dans le comté d'Yamaska, l'arrondissement No. 10; borné au nord-est et au sud-ouest par le "Ruisseau des Chênes," première concession, et comprenant les lots Nos. 749 à 756 inclusivement du côté nord-est du dit "Ruisseau des Chênes," et par les lots Nos. 914 à 935, inclusivement au sud-ouest, et les annexer pour les fins scolaires, à la paroisse de "Saint-Guillaume d'Upton," dans le dit comté d'Yamaska.

2943 2

EXTRAITS DES RÈGLES ET RÈGLEMENTS
DU CONSEIL LÉGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

58.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau; l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un

tion of this notice, which will appear twice in the *Quebec Official Gazette*, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list:

Township Rawdon.

(11th range.)

Lot No. 19, to Wm. Lord.

Township Bois.

(3rd range.)

Lot No. 6, to Jean Chevalier.

E. E. TACHE,

Assistant Commissioner.

Department of Crown Lands,

Québec, 2nd September, 1886.

2956

SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 16th August, 1886.

Public notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor, by Achille C. A. Bissonnette, esquire, notary, of the town of Saint Henri, county of Hochelaga, whereby he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of Ferdinand Faure, esquire, notary, of the said town of Saint Henri, pursuant to the provisions of the Notarial Code.

PH. J. JOLICEUR,

Assistant Secretary

2834

No. 1000.86.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

of application to annex bound, &c., school municipalities, in virtue of the 6th section, 41 Vict. ch. 6.

To detach from the school municipality of Saint David, in the county of Yamaska, district No. 10; bounded to the north east and to the south west by the "Ruisseau des Chênes," first concession, and comprising lots Nos. 749 to 756, inclusively on the north east side of the said "Ruisseau des Chênes," and by lots Nos. 914 to 935 inclusively, to the south west, and annex the same for school purposes, to the parish of "Saint Guillaume d'Upton, in the said county of Yamaska.

2944

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the survey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of

acte antérieur—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour tout autre objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment, les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de cent piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doivent être lus pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 200 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

BOUCHER DE BOUCHERVILLE,

2815

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills Privés.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin

the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments, or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of one hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

BOUCHER DE BOUCHERVILLE,

2816

G. C. L.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition for any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Turnpike, Turn-

de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant,—doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et s'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans un district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition, et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 500 exemplaires en français et 350 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante cents par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$100 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé. Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Les bills pour incorporer les villes ne devront contenir que les dispositions dérogoratoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en

pike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporations, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, in the district affected; and in default of either or such newspapers in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2 per page of printed matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$100, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred. Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying

spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, ayant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

"Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs."

2697

L. DELORME,
Greffier de l'Assemblée Législative

in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

2698

L. DELORME,
Clerk of the Legislative Assembly

Avis Divers.

No. 105.—*Cour Supérieure.*—*Montréal.*

Dame Mathilda Eliza Osbert, épouse commune en biens de Aubin Duperrouzel, de la cité et du district de Montréal, restaurateur, dûment autorisée à ester en justice a institué une action en séparation de biens contre son mari.

MERCIER, BEAUSOLEIL & MARTINEAU,
Avocats de la Demanderesse.
Montréal, 9 septembre 1886. 3039

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Eugénie alias Eugéna Minher, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Alfred Fiset, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse;

vs.

Alfred Fiset, commerçant, du même lieu,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 8 septembre courant.

DUPUIS & LUSSIER,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 8 septembre 1886. 3021

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Dans la Cour Supérieure.*

Dame Rosalie Larocque, de la cité de Saint-Hyacinthe, dit district, épouse de Frédéric Monast, ol-devant marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse;

vs.

Le dit Frédéric Monast, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été ce jour intentée en cette cause.

L. F. MORISON,
Avocat de la Demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 6 septembre 1886. 3007

Canada, }
Province de Québec, }
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure.*

No. 808.

Dame Hélène Johnson, épouse de Gonzague Renouf, charbon, de la paroisse de Trois Pistoles, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre le dit Gonzague Renouf.

POULIOT & POULIOT,
Procès de la Demanderesse.
Fraserville, 30 août 1886. 2933 2

Miscellaneous Notices.

No. 105.—*Superior Court.*—*Montréal.*

Dame Mathilda Eliza Osbert, wife common as to property of Aubin Duperrouzel, of the city and district of Montreal, restaurant-keeper, has instituted duly authorized a *ester en justice* an action for separation as to property against her said husband.

MERCIER, BEAUSOLEIL & MARTINEAU,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 9th September, 1886. 3040

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Eugénie alias Eugéna Minher, of the city and district of Montreal, wife common as to properties of Alfred Fiset, of the same place, and duly authorized a *ester en justice*,
Plaintiff;

vs.

Alfred Fiset, trader, of the same place,
Defendant.

An action for separation as to properties has been instituted in this cause on the 8th of September instant, (1886).

DUPUIS & LUSSIER,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 8th September, 1886. 3022

Province of Quebec, }
District of Saint-Hyacinthe. } *In the Superior Court.*

Dame Rosalie Larocque, of the city of Saint-Hyacinthe, in said district, wife of Frédéric Monast, heretofore merchant, of the same place, duly authorized a *ester en justice*,
Plaintiff;

vs.

The said Frédéric Monast, Defendant.

An action for separation as to property has this day been instituted in this cause.

L. F. MORISON,
Attorney for Plaintiff.
Saint-Hyacinthe, 6th September, 1886. 3003

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Kamouraska. } *Superior Court.*

No. 808.

Dame Hélène Johnson, wife of Gonzague Renouf, wheelwright, of the parish of Trois-Pistoles, and duly authorized to appear in judicial proceedings, has, this day, instituted an action for separation of property against the said Gonzague Renouf.

POULIOT & POULIOT,
Attorneys for Plaintiff.
Fraserville, 30th August, 1886. 2954

BUREAU DES EXAMINATEURS DE L'ASSOCIATION DES DENTISTES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

Montréal, 19 août 1886.

L'assemblée générale des dentistes de cette province, aura lieu à Montréal, à l'Université Laval, le 15 septembre prochain.

L. J. B. LEBLANC,
Sect.,

2867 3

No. 388 Lagachetière.

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*

Hermine Lafontaine, de Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne, épouse de Théophile Béchard, cultivateur, du même lieu, a, ce jour, poursuivi son mari en séparation de biens.

PREFONTAINE & LAFONTAINE,

Avocats de la Demanderesse.

Sainte-Scholastique, 25 août 1886.

2895 3

Province de Québec }
District de Montmagny. } *Dans la Cour Supérieure*
No. 418.

Marie Elizabeth Anctil dit St-Jean, de la paroisse Saint Jean Port Joly, épouse commune en biens de Pierre Pelletier du même lieu, marchand, la dite Dame Anctil dit St-Jean, concluant à être déclarée autorisée à ester en justice contre son dit mari.

Demanderesse ;

Le dit Pierre Pelletier.

vs

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

JOS. G. BOSSÉ,

Procureur de la demanderesse.

Montmagny, 24 août 1886.

2899 3

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No. 191.

Dame Janet Lucas, de la ville de Huntingdon, dûment autorisée à ester en justice, a, le vingtième jour d'août courant, intenté une action en séparation de biens contre son époux John Westly Brown, commerçant, de la ville de Huntingdon, dans le district de Beauharnois.

DONALD DOWNIE,

Avocat de la Demanderesse.

Beauharnois, 20 août 1886.

2897 3

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal.

Dame Angèle Laféche, des cité et district de Montréal, épouse de Elzéar Gauthier, commerçant ; du même lieu, a ce jour institué contre son époux une action en séparation de biens.

Z. RENAUD,

Avocat de la Demanderesse.

Montréal, 6 août 1886.

2827 4

Cour Supérieure.—District de Beauharnois.

No. 190.

Julienne Monette, de la ville de Salaberry de Valleyfield, dit district, épouse commune en biens de Joseph Vannier, boucher, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice contre son dit époux,

Demanderesse ;

Le dit Joseph Vannier,

vs.

Défendeur.

Toussaint Berthiaume cultivateur, de la paroisse de Saint-Louis de Gonzague, dit district,

Tiers-saisi.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

SEERS & LAURENDEAU,

Procureurs de la Demanderesse.

Beauharnois, 10 août 1886.

2795 5

BOARD OF EXAMINERS OF THE DENTAL ASSOCIATION OF THE PROVINCE OF QUÉBEC.

Montreal, 19th August, 1886.

The general meeting of the dentists of this province, will take place at Montreal, in the Laval University, on the 15th September next.

L. J. B. LEBLANC,
Sect.,

2868

No. 388 Lagachetière.

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*

Hermine Lafontaine, of Saint Jérôme, in the district of Terrebonne, wife of Théophile Béchard, farmer, of the same place, has issued her husband for separation as to property.

PREFONTAINE & LAFONTAINE,

Attorneys for Plaintiff.

Sainte Scholastique, 26th August, 1886.

2896

Province of Quebec }
District of Montmagny. } *In the Superior Court.*
No. 418.

Marie Elizabeth Anctil dit St-Jean, of the parish of Saint Jean Port Joly, wife commune en biens of Pierre Pelletier, of the same place, trader, the said Dame Anctil dit St-Jean, taking conclusions to be authorised to ester en justice against her said husband.

Plaintiff ;

The said Pierre Pelletier,

vs

Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause.

JOS. G. BOSSÉ,

Attorney for plaintiff

Montmagny, August 24th, 1886.

2900

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 191.

Dame Janet Lucas, of the town of Huntingdon, duly authorized to ester en justice, has, this day taken an action in separation as to property against her husband John Westly Brown, of the town of Huntingdon, in the district of Beauharnois, trader.

DONALD DOWNIE,

Attorney for plaintiff.

Beauharnois, 20th August, 1886.

2898

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal.

Dame Angèle Laféche, of the city and district of Montreal, wife of Elzéar Gauthier, trader, of the same place, has this day instituted against her husband an action for separation as to property.

Z. RENAUD,

Attorney for Plaintiff.

Montreal, 6th August, 1886.

2828

Superior Court.—District of Beauharnois.

No. 190.

Julienne Monette, of the town of Salaberry of Valleyfield, said district, wife in common as to property of Joseph Vannier, of the same place, butcher, duly authorized to ester en justice against her said husband,

Plaintiff ;

The said Joseph Vannier,

vs.

Defendant.

Toussaint Berthiaume, of the parish of Saint Louis de Gonzague, said district,

Tiers-saisi.

An action for separation as to property has been instituted in this cause.

SEERS & LAURENDEAU,

Attorneys for Plaintiff.

Beauharnois, 10th August, 1886.

2796

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District des Trois-Rivières. }
No. 468.

Dame Marie Elise Bellemare, de la paroisse de Saint-Justin, district de Trois-Rivières, épouse de Pierre Morin, cultivateur et commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; contre Pierre Morin, cultivateur et commerçant, de la dite paroisse de Saint-Justin, dit district, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-unième jour d'août mil huit cent quatre-vingt-six.

L. D. PAQUIN,
Procureur de la demanderesse.
Trois-Rivières, 24 août 1886. 2923 2

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
Dame Phélonise Fafard, de la paroisse de Saint-Hugues, dans le district de Saint-Hyacinthe, épouse de Cléophas Brodeur, marchand de bois, la dite Dame dûment autorisée en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs.
Le dit Cléophas Brodeur, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause ce jour.

FONTAINE & ST. JACQUES,
Avocats de la Demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 27 août 1886. 2945 2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2535.

Dame Jane Davidson, de la cité et district de Montréal, épouse commune en biens de William Smillie, et judiciairement autorisée à ester en justice pour les fins des présentes, Demanderesse ;

vs.
Le dit William Smillie, ci-devant de la cité de Montréal, et maintenant de lieux inconnu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

TRENHOLME, TAYLOR,
DICKSON & BUCHAN,
Avocats de la Demanderesse.
Chesterfield Chambers.
Montréal, 12 août 1886. 2339 4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Francis Maria Tracy, des cité et district de Montréal, épouse de Robert Arthur Alloway, du même lieu, dentiste, et dûment autorisée à ester en justice à l'effet des présentes, Demanderesse ;

et
Le dit Robert Arthur Alloway, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause.

Montréal, 1er septembre 1886.
W. S. WALKER,
2983 2 Procureur de la Demandesse.

Avis de Faillite.

Province de Québec, }
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure.*
No. 58.

Dans l'affaire de D. E. Morin, failli.
Je, soussigné, Edouard Bégin, de la cité de Québec, notaire, ai été nommé curateur aux biens du dit D. E. Morin, de Saint-George de Cacouna, marchand général, par décision de l'honorable

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Three-Rivers. }
No. 468.

Dame Marie Elise Bellemare, of the parish of Saint-Justin, district of Three-Rivers, wife of Pierre Morin, yeoman and trader, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ; against Pierre Morin, yeoman and trader, of the said parish of Saint-Justin, district aforesaid, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the twenty-first day of August, one thousand eight hundred and eighty-six.

L. D. PAQUIN,
Plaintiff's attorney
Three-Rivers, 24th day of August, 1886. 2924

Province of Quebec, }
District of Saint-Hyacinthe. } *Superior Court.*
Dame Phélonise Fafard, of the parish of Saint-Hugues, in the district of Saint-Hyacinthe, wife of Cléophas Brodeur, lumber merchant, the said Dame judicially authorized for these presents, Plaintiff ;

vs.
The said Cleophas Brodeur, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted this day in this cause.

FONTAINE & ST. JACQUES,
Attornies for Plaintiff.
Saint-Hyacinthe, 27th August, 1886. 2945

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2535.

Dame Jane Davidson, of the city and district of Montreal, wife common as to property of William Smillie, and judicially authorized to ester en justice for the purposes of this suit, Plaintiff ;

vs.
The said William Smillie, formerly of the said city of Montreal, presently of parts unknown, Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this cause.

TRENHOLME, TAYLOR,
DICKSON & BUCHAN,
Attorneys for Plaintiff.
Chesterfield Chambers.
Montreal, 12th August, 1886. 2340

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Francis Maria Tracy, of the city and district of Montreal, wife of Robert Arthur Alloway, of the same place, dentist, and duly authorized to ester en justice for the purposes of this suit, Plaintiff ;

and
The said Robert Arthur Alloway, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause.

Montreal, 1st September, 1886.
W. S. WALKER,
2984 Attorney for Plaintiff.

Bankrupt Notices.

Province of Quebec, }
District of Kamouraska. } *Superior Court.*
No. 58.

In the matter of D. E. Morin, Insolvent.
The undersigned, Edouard Bégin, of the city of Quebec, notary, has been appointed curator to the estate of the said D. E. Morin, of Saint-George de Cacouna, general store, by decision of the hono-

judge Ernest Cimon, [en date du deux septembre 1886.

Les réclamations doivent être déposées à mon bureau sous un mois.

ED. BEGIN,
Curateur.

Bureau : No. 98, rue St. Pierre, Québec, 3009

AVIS DE CESSION.

Je, soussigné, L. Nemesse Bernatchez, marchand, de Saint-Thomas, donne avis par les présentes que le troisième jour de septembre 1886, j'ai fait un abandon judiciaire de mes biens, meubles et immeubles au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure pour le district de Montmagny, pour le bénéfice de mes créanciers, conformément aux dispositions de l'acte 48 Vict., chap. 22.

L. NEMESE BERNATCHEZ,
Marchand de Saint-Thomas.

Daté à Montmagny, ce 5^{me} jour de septembre 1886. 3013

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

The Bank of British North America,
Demanderesse;

vs.

George A. Gagnon et Charles Edward Gagnon, tous deux des cités et district de Montréal, dans la Province de Québec, agents mercantiles, courtiers et commerçants, y faisant affaires comme associés sous les nom et raison de Gagnon Frères, Défendeurs.

Avis est par le présent donné que, le quatrième jour de septembre 1886, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur des biens des dits défendeurs qui en ont fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être déposées en mon bureau sous un délai de trente jours.

THOS. DARLING,
Curateur.

30, rue Saint-Jean,
Montréal, 8 septembre 1886. 3017

Canada }
Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Saint-Hyacinthe. } No. 9.
A. Racine & Co., } Créanciers;

vs.

L. J. N. Gauthier, Débiteur.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette cause, et sera sujet à contestation jusqu'au trentième jour de septembre courant (1886), date où le dit dividende sera payable à mon bureau, en la cité de Saint-Hyacinthe.

J. O. DION,
Curateur.

Saint-Hyacinthe, 6 septembre 1886. 3035

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure pour le
Bas-Canada.

Le vingt-septième jour d'août 1886.

Présent :—L'Hon. M. le juge Loranger.

Dans l'affaire de Nicholas R. Mudge, de la cité de Montréal, commerçant, failli; et D. McNeven et al., requérants, et Frederick M. Cole, curateur.

Avis est par le présent donné que, en vertu de l'article 770 du Code de Procédure Civile, le vingt-septième jour d'août 1886, le dit Frederick M. Cole, des cités et district de Montréal, par ordre de l'Hon. M. le juge Loranger, a été nommé curateur des biens et effets, meubles et immeubles du dit Nicholas R. Mudge, des cités et district de Montréal, commerçant, failli, abandonnés par le dit Nicholas R. Mudge, pour le bénéfice de ses créanciers, le tout tel que pourvu par le dit Code. Les créanciers du dit Nicholas R. Mudge,

vable judge Ernest Cimon, dated the second of September, 1886.

Claims must be filed at my office within one month.

ED. BEGIN,
Curator.

Office: No. 98, St. Peter street, Québec. 3010

NOTICE OF ASSIGNMENT.

I, the undersigned, L. Nemesse Bernatchez, trader, of Saint Thomas, do hereby give notice that on the third day of September instant, I have made a judicial abandonment of my property, real and personal, at the office of the protonotary of the Superior Court for the district of Montmagny, for the benefit of my creditors in virtue of the provisions of Act 48 Vict., chap. 22.

L. NEMESE BERNATCHEZ,
Trader of Saint-Thomas.

Dated at Montmagny, this 5th day of September, 1886. 3014

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.

The Bank of British North America,
Plaintiff;

vs.

George A. Gagnon and Charles Edward Gagnon, both of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, mercantile agents, brokers and traders, doing business there as co-partners under the name and firm of Gagnon Frères, Defendants.

Notice is hereby given that, on the fourth day of September, 1886, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the above Defendants, who have made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors.

Claims are required to be filed with me within a delay of thirty days.

THOS. DARLING,
Curator.

30, Saint John street,
Montreal, 8th September, 1886. 3018

Canada }
Province of Quebec, } Superior Court.
District of Saint-Hyacinthe. } No. 9.
A. Racine & Co., } Creditors;

vs.

L. J. N. Gauthier, Debtor.
A first and last dividend sheet has been prepared in this matter, and will be subject to contestation up to the thirtieth day of September instant, (1886), on which date the dividend will be payable at my office, in the city of Saint-Hyacinthe.

J. O. DION,
Curator.

Saint-Hyacinthe, 6th September, 1886. 3035

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court for Lower
Canada.

The twenty seventh day of August, 1886.

Present :—The Hon. Mr. Justice Loranger.

In the matter of Nicholas R. Mudge, of the city of Montreal, trader, insolvent; and D. McNeven et al., petitioners, and Frederick M. Cole, curator.

Notice is hereby given, in pursuance of article 770 of the Code of Civil Procedure, that on the twenty seventh day of August, 1886, the said Frederick M. Cole, of the city and district of Montreal, was, by order of the Hon. Mr. Justice Loranger, appointed to be curator to the property and effects, real and personal of the said Nicholas R. Mudge, of the city and district of Montreal, trader, insolvent, abandoned by the said Nicholas R. Mudge, for the benefit of his creditors, the whole as by said Code provided. The creditors

sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations devant moi sous trente jours.

FREDERICK M. COLE,

Curateur.

Datée à Montréal, ce trentième jour d'août 1886.
2995

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

No. 168.

Nazaire Gagnon *et al.*, Requérents;

vs.

Théophile Beaudoin, Insolvable;

et

Armand Prévost,

Curateur aux biens du dit insolvable.

Avis est par les présentes donné que le premier jour de septembre 1886, je, le dit Armand Prévost, de la ville de Nicolet, bourgeois, ai été, par ordre de la cour supérieure du district des Trois-Rivières, nommé curateur aux biens du dit Théophile Beaudoin, commerçant, de la ville de Nicolet, insolvable, le tout conformément aux dispositions du code de procédure civile.

Les créanciers du dit Théophile Beaudoin sont par les présentes notifiés de filer leurs réclamations entre mes mains dans les délais de trente jours.

Daté à Nicolet, ce deuxième jour de septembre 1886.

2993

ARMAND PREVOST,

Curateur.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cou Supérieure.*

No. 130.

David Rea, fils, Demandeur;

vs.

Laurent Audette, Défendeur;

et

Samuel C. Fatt,

Curateur des biens du dit défendeur.

Avis est par le présent donné que, en vertu de l'article 770 du Code de Procédure Civile, le trente unième jour d'août 1886, je, dit Samuel C. Fatt, de la cité de Montréal, comptable, par ordre de l'Honorable M. le juge Loranger, un des juges de cette honorable cour, ai été nommé curateur des biens et effets, meubles et immeubles du dit Laurent Audette, de la cité de Montréal, manufacturier de chaussures, défendeur en cette cause, abandonné par le dit Laurent Audette, pour le bénéfice de ses créanciers, le tout tel que pourvu par le dit Code.

Les créanciers du dit Laurent Audette, sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations devant moi sous trente jours.

Daté à Montréal, ce trente unième jour d'août 1886.

SAMUEL C. FATT,

Curateur.

Chesterfield Chambers, 18, rue Saint-Alexis.
2989

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*

No. 233.

ACTE DE FAILLITE DE 1875 ET SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de J. Stewart Kennedy, du village de Cowansville, en le district de Bedford, commerçant et manufacturier, faisant ci-devant affaires en la ville de Sorel, en le district de Richelieu, sous les nom et raison de "J. Stewart Kennedy, failli.

Mardi, le cinquième jour d'octobre prochain, le soussigné s'adressera à la dite cour pour obtenir une décharge en vertu du dit acte.

J. STEWART KENNEDY.

Par ses Procureurs

BAKER & MARTIN.

Sorel, 1er septembre 1886. 2981 2

of the said Nicholas R. Mudge, are hereby notified to file their claims with me within a delay of thirty days.

FREDERICK M. COLE,

Curator.

Dated at Montreal, this thirtieth day of August, 1886. 2996

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*

No. 168.

Nazaire Gagnon *et al.*, Petitioners;

vs.

Théophile Beaudoin, Insolvent;

and

Armand Prévost,

Curator to the estates of the said Insolvent.

Public notice is hereby given that on the first day of September, 1886, I, the said Armand Prévost, of the town of Nicolet, gentleman, have been, by order of the superior court of the district of Three Rivers, appointed curator to the estates of the said Théophile Beaudoin, trader, of the town of Nicolet, insolvent, the whole in conformity with the provisions of the code of civil procedure.

The creditors of the said Théophile Beaudoin are hereby notified to file their claims with me within the delay of thirty days.

Dated at Nicolet, this second day of September, 1886.

2994

ARMAND PREVOST,

Curator.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

No. 130.

David Rea, junior, Plaintiff;

vs.

Laurent Audette, Defendant;

and

Samuel C. Fatt,

Curator of the property of the said defendant.

Notice is hereby given in pursuance of article 770 of the Code of Civil Procedure, that on the thirty first day of August, 1886, I, the said Samuel C. Fatt, of the city of Montreal, accountant, was by order of the Honorable Mr. Justice Loranger, one of the judges of this honorable court, appointed curator to the property and effects real and personal of the said Laurent Audette, of the said city of Montreal, shoe manufacturer, defendant, in the matter abandoned by the said Laurent Audette, for the benefit of his creditors, the whole as by said code provided.

The creditors of the said Laurent Audette, are hereby notified to file their claims with me within a date of thirty days.

Dated at Montreal, this thirty first day of August, 1886.

SAMUEL C. FATT,

Curator.

Chesterfield Chambers, 18, Saint Alexis street.
2990

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*

No. 233.

INSOLVENT ACT OF 1875 AND AMENDMENTS THERETO.

In the matter of J. Stewart Kennedy, of the village of Cowansville, in the district of Bedford, trader and manufacturer, heretofore carrying on business in the town of Sorel, in the district of Richelieu, under the name and style of "J. Stewart Kennedy," an Insolvent.

On Tuesday, the fifth day of October next, the undersigned will apply to the said court for a discharge under the said act.

J. STEWART KENNEDY.

By his attorneys

BAKER & MARTIN.

Sorel, 1st September, 1886. 2982

Licitation.

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Trois-Rivières, dans le district des Trois-Rivières, le dix-huitième jour de juin courant (1886), dans une cause portant le No. 294, des dossiers de la Cour Supérieure, siégeant dans et pour le district des Trois-Rivières, dans laquelle Alfred Morasse, journalier, de Los Angeles, dans l'Etat de Californie, un des Etats-Unis d'Amérique, et Eloïse Morasse, épouse de Joseph Auger, journalier, de Menomonee, dans l'Etat de Michigan, un des Etats susdits, et le dit Joseph Auger, pour autoriser et assister sa dite épouse aux fins des présentes, sont Demandeurs; contre Octave Dufresne, de la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, et Dame Emma Morasse, de la paroisse de Saint-Norbert d'Arthabaska, veuve de feu Charles Baril, en son vivant, du même lieu, tant en sa qualité personnelle qu'en sa qualité de curatrice dûment élue en justice à Napoléon Morasse, sont Défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir: "Une terre d'un arpent et demi de front sur quarante arpents de profondeur, aise et située en la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, à la troisième concession; bornée comme suit, savoir: par devant au nord aux terres du second rang, et par derrière en profondeur aux terres du quatrième rang, joignant d'un côté au sud-ouest à Michel Paris, et d'autre côté au nord-est à Joseph Jacques—avec bâtisses, lequel immeuble est maintenant connu et désigné comme étant la juste moitié sud-ouest du lot (No. 284) deux cent quatre-vingt-quatre, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Saint-Pierre les Becquets."

Le dit immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus haut offrant et dernier enchérisseur, le VINGTIÈME jour de SEPTEMBRE mil huit cent quatre-vingt six, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience de la dite cour, de la dite cité des Trois-Rivières; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier de charge, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins quinze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par la dite partie de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront orcloes du droit de le faire.

HONAN & TOURIGNY,
Avocats des Demandeurs.

Trois-Rivières, 22 juin 1886. 2461 3
[Première publication, 17 juillet 1886.]

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Trois-Rivières, dans le district des Trois-Rivières, le premier jour de juin, mil huit cent quatre-vingt six (1886), dans une cause portant le No. 202, des dossiers de la Cour Supérieure, siégeant dans et pour le district des Trois-Rivières, dans laquelle Victor Dessert, hôtelier, de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, est Demandeur; contre François Cloutier, de la paroisse de Sainte-Perpétue, est Défendeur, et Joseph Thérien, père, de Manchester, dans le New-Hampshire,

Licitation.

LICITATION.

Public notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Three Rivers, in the district of Three Rivers, on the eighteenth day of June instant, (1886), in a cause numbered 294, of the records of the Superior Court, sitting in and for the district of Three Rivers, wherein Alfred Morasse, laborer, of Los Angeles, in the State of California, one of the United States of America, and Eloïse Morasse, wife of Joseph Auger, laborer, of Menomonee, in the State of Michigan, one of the States aforesaid, and the said Joseph Auger, to authorize and assist his said wife for the purposes of these presents, are Plaintiffs; against Octave Dufresne, of the parish of Saint Pierre les Becquets, and Dame Emma Morasse, of the parish of Saint Norbert d'Arthabaska, widow of the late Charles Baril, in his lifetime, of the same place, as well in her personal quality as in her quality of curatrix appointed in due course of law to Napoléon Morasse, are Defendants, ordering the licitation of a certain immovable described as follows, to wit: "A land of one arpent and a half in front by forty arpents in depth, situate and being in the parish of Saint Pierre les Becquets, in the third concession; bounded as follows, to wit: in front to the north by the lands of the second range, and in rear in depth by the lands of the fourth range, adjoining on one side to the south west to Michel Paris, and on the other side to the north east to Joseph Jacques—with buildings, which immovable is now known and designated as being the exact south west half of lot (No. 284) two hundred and eighty four, on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Nicolet, for the said parish of Saint Pierre les Becquets."

The said property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTIETH day of the month of SEPTEMBER, one thousand eight hundred and eighty six, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in the court room of the said court, in the said city of Three Rivers; subject to the charges, clauses and conditions in the list of charges deposited in the office of the protonotary of the said court, and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotary of the said court, fifteen days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and oppositions for payment must be filed within the six days next after the adjudication, and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

HONAN & TOURIGNY,
Attorneys for Plaintiffs.

Three Rivers, 22nd June, 1886. 2462
[First published, 17th July, 1886.]

LICITATION.

Public notice is hereby given that in and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Three Rivers, in the district of Three Rivers, on the first day of June, one thousand eight hundred and eighty six (1886), in a cause numbered 202, of the records of the Superior Court, sitting in and for the district of Three Rivers, wherein Victor Dessert, hotel-keeper, of the parish of Saint Guillaume d'Upton, is Plaintiff; against François Cloutier, of the parish of Sainte-Perpétue, is Defendant, and Joseph Thérien, senior, of Manchester, in New Hampshire, one of the United

un des Etats-Unis d'Amérique, est mis en cause, et le dit François Cloutier, est Demandeur en garantie, et Moïse Thérien, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Perpétue, est Défendeur en garantie, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir: "la moitié nord-est d'un lot de terre situé sur l'Isle à la Fourche, dans la paroisse de Sainte-Perpétue, désigné le dit lot en son entier comme étant le lot numéro soixante-troize, du cadastre d'enregistrement pour la dite paroisse dans le comté de Nicolet."

Le dit immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus haut offrant et dernier enchérisseur, le VINGTIÈME jour de SEPTEMBRE mil huit cent quatre-vingt six, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience de la dite cour, de la dite cité des Trois-Rivières. Sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier de charge déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins quinze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les dites parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

HONAN & TOURIGNY,

Avocats des Demandeurs.

Trois-Rivières, 22 juin 1886. 2463 3

[Première publication, 17 juillet 1886.]

States of America, is *mis en cause*, and the said François Cloutier, is Plaintiff as warranty, and Moïse Thérien, farmer, of the parish of Sainte Perpétue, is Defendant as warranty, ordering the licitation of a certain immovable, described as follows, to wit: "The north east half of a lot of land situate on the Island of La Fourche, in the parish of Sainte Perpétue, the said lot described in its entirety as being lot number seventy three, of the registration cadastra for the said parish, in the county of Nicolet."

The said immovable above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTIETH day of SEPTEMBER, one thousand eight hundred and eighty six, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, sitting in the court, in the court room of the said court, at the said city of Three Rivers; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the court, and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, fifteen days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and all oppositions for payment must be filed within six days next after the adjudication, and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

HONAN & TOURIGNY,

Attorneys for Plaintiffs.

Three Rivers, 22nd June, 1886. 2464

[First published, 17th July, 1886.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref

FERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Québec.

Beauce, à savoir: } JOSEPH ANTOINE LANGIS,
No. 3537. } de Québec, étudiant, Deman-
deur; contre MICHAEL HANNAN, de Saint-
George, Défendeur, savoir:

Une terre située en la paroisse de Saint-Edouard, en le township de Frampton, en le comté de Dorchester, étant la moitié sud-est du lot numéro vingt-huit, du troisième rang du dit township de Frampton, contenant environ cent acres en superficie—avec une grange dessus construite, circonstance et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edouard de Frampton, le SEIZIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à MIDI. Le dit bref rapportable le trentième jour de décembre prochain.

G. O. TASCHEREAU,

Bureau du Shérif. Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 8 septembre 1886.
[Première publication, 11 septembre 1886.] 3019

Sheriff's Sales.—Beauce.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, or other oppositions* to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Quebec.

Beauce, to wit: } JOSEPH ANTOINE LANGIS,
No. 3537. } of Quebec, student, Plain-
tiff; against MICHAEL HANNAN, of Saint
George, Defendant, to wit:

A land situate in the parish of Saint-Edouard, in the township of Frampton, in the county of Dorchester, being the south east half of lot number twenty eight, of the third range of the said township of Frampton, containing about one hundred acres in superficies—with a barn thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Edouard de Frampton, on the SIXTEENTH day of NOVEMBER next, at NOON. The said writ returnable on the thirtieth day of December next.

G. O. TASCHEREAU,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 8th September, 1886.
[First published, 11th September 1886.] 3020

Ventes par le Shérif—Bedford.

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit dans et pour le district de Saint-Hyacinthe.

Bedford, à savoir: } JOSEPH ADELARD ROY
No. 2127. } *et al.*, Demandeurs; contre les terres et tenements de ALFRED BALLARD dit LATOUR, Défendeur.

1. Un terrain situé dans la paroisse de Saint-Valérien, étant les trois dixième (3/10) est du lot numéro deux, du dixième rang du township de Roxton, supposé contenir soixante acres en superficie; tenant au nord au chemin de front, au sud au neuvième rang, d'un côté à Alphonse Ballard, et de l'autre côté au terrain ci-après désigné—avec bâties.

2. Un autre terrain situé au même lieu, de forme irrégulière, supposé contenir quatre-vingt acres de terre en superficie, étant la partie ouest du lot de terre numéro trois, du dixième rang du township de Roxton; tenant au nord au chemin de front, au sud au neuvième rang, d'un côté au terrain ci-dessus désigné, et de l'autre côté partie à la Rivière Reynolds, et partie au terrain d'Olivier Gagnon.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Shefford, à Waterloo, en le canton de Shefford et district de Bedford, le VINGTIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de septembre prochain.

SAMUEL WILLARD FOSTER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburgh, 10 juillet 1886. 2483 &
[Première publication, 17 juillet 1886.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

Sheriff's Sales—Bedford.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

Circuit Court in and for the district of Saint Hyacinthe.

Bedford, to wit: } JOSEPH ADELARD ROY
No. 2127 } *et al.*, Plaintiffs; against the lands and tenements of ALFRED BALLARD dit LATOUR, Defendant.

1. A lot of land situate in the parish of Saint-Valérien, being the three tenths (3/10) east of lot number two, of the tenth range of the township of Roxton, supposed to contain sixty acres in superficies; bounded to the north by the front road, to the south by the ninth range, on one side by Alphonse Ballard, and on the other side by the land hereinafter described—with buildings.

2. Another lot of land of irregular outline, situate in the same place, supposed to contain eighty acres of land in superficies, being the west part of the lot of land number three, of the tenth range of the township of Roxton; bounded to the north by the front road, to the south by the ninth range, on one side by the lot above described, and on the other side partly by the River Reynolds, and partly by the lot of land belonging to Olivier Gagnon.

To be sold at the office of the registrar for the county of Shefford, at Waterloo, in the township of Shefford and district of Bedford, on the TWENTIETH day of SEPTEMBER next, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty fifth day of September next.

SAMUEL WILLARD FOSTER,

Sheriff's Office, Shérif.
Sweetsburgh, 10th July, 1886. 2484
[First published, 17th July, 1886.]

Sheriff's Sales.—Chicoutimi.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Chicoutimi, à savoir : } JOHN ROSS et FRANK
No. 1776. } ROSS, tous deux de la
cité de Québec, marchands, y faisant commerce
comme tels, en société, sous les nom et raison de
John Ross & Co., Demandeurs; contre SYFROID
DESJARDINS et HORACE DESJARDINS, tous
deux de l'endroit appelé Notre-Dame de Laterrière,
dans le district de Chicoutimi, tous deux
faisant ci-devant commerce dans la ville de Chi-
coutimi, en société, sous les nom et raison de S.
Desjardins et Cie., Défendeurs.

Un emplacement situé dans la ville de Chicoutimi, de figure irrégulière, contenant environ un arpent et trois quarts de largeur sur environ deux arpents de profondeur; borné au sud-ouest à la rue Racine, au nord-est à la rivière Saguenay, au sud-est à Dame veuve Pierre Blackburn, père, et au nord-ouest aux représentants légaux de feu Octave Tremblay et à Edouard Lépine—avec ensemble la maison en briques rouges, la boutique de forgeron et autres bâtisses et constructions dessus érigées et dépendances. Cet emplacement est désigné et connu dans le livre de renvoi et sur le plan officiel du cadastre de la ville de Chicoutimi, quartier est, sous les numéros vingt-trois et vingt-quatre, et contient d'après le même livre de renvoi, soixante et onze mille cinq cent pieds en superficie.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, dans la ville de Chicoutimi, le DOUZIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref retournable le quatrième jour de décembre prochain.

O. BOSSÉ,

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 7 septembre 1886. 3037
[Première publication, 11 septembre 1886.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Québec.

Chicoutimi, to wit: } JOHN ROSS AND FRANK
No. 1776. } ROSS, both of the city
of Québec, merchants, therein doing business as
such, in partnership, under the name and firm of
John Ross & Co., Plaintiffs; against SYFROID
DESJARDINS AND HORACE DESJARDINS, both
of the place called Notre Dame de Laterrière, in
the district of Chicoutimi, and both heretofore
doing business in the town of Chicoutimi, in part-
nership, under the name and firm of S. Desjardins
& Cie., Defendants.

An emplacement situate in the town of Chicoutimi, of irregular outline, containing about one arpent and three quarters in width by about two arpents in depth; bounded to the south west by Racine street, to the north east by the river Saguenay, to the south east by Dame widow Pierre Blackburn, senior, and to the north west by the legal representatives of the late Octave Tremblay and by Edouard Lépine—together with the house built of red brick, the blacksmith's shop and other buildings thereon erected and dependencies. Such emplacement is designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the town of Chicoutimi, east ward, under numbers twenty three and twenty four, and contains according to the same book of reference seventy one thousand five hundred feet in superficies.

To be sold at my office, in the court house, in the town of Chicoutimi, on the TWELFTH day of the month of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fourth day of December next.

O. BOSSE,

Sheriff's Office, Shérif.
Chicoutimi, 7th September, 1886. 3038
[First published, 11th September, 1886.]

Ventes par le Shérif.—Gaspé.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Fondations Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné ayant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Dans la Cour Supérieure, siégeant à New-Carlisle.

Province de Québec, } RAULIN ROBIN et
District de Gaspé, } R autres, tous de
Comté de Bonaventure, } l'Isle de Jersey, en
à savoir: No. 434. } Europe, marchands et
associés, Demandeurs; contre JOHN HUARD
(fils d'Edward), de Paspebiac, en les susdits comtés
et district, cultivateur et pêcheur, Défendeur.

1. La moitié ouest d'un lot de terre des trois quarts d'un acre de front sur trente-trois acres et un tiers de profondeur, sis et situé dans le premier rang de Paspebiac, en le comté de Bonaventure, en le district de Gaspé; borné en front par la Baie des Chaleurs, en arrière par la deuxième concession, d'un côté à l'est par James Loisel ou ses représentants, et de l'autre côté à l'ouest par les terres appartenant autrefois à Zéphirin Grenier—

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Fondations Exponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

In the Superior Court sitting at New Carlisle.

Province of Québec, } RAULIN ROBIN
District of Gaspé, } and others, all of
County of Bonaventure, } the Island of Jersey, in
to wit: No. 434. } Europe, merchants and
co-partners, Plaintiffs; against JOHN HUARD,
(Son of Edward), of Paspebiac, in the county and
district aforesaid, farmer and fisher, Defendant.

1. The west half of three quarters of an acre in front by thirty three acres and one third of an acre in depth, lying and being in the first range of Paspebiac, in the county of Bonaventure, in the district of Gaspé; bounded in front by the Baie des Chaleurs, in rear by the second concession, on one side to the east by James Loisel or his representatives, and on the other side to the west by lands formerly owned by Zéphirin Grenier—

nier — avec la moitié des bâties sus-érigées, circonstances et dépendances.

2. Aussi la moitié ouest d'un lot de terre de trois quarts d'un acre de front sur trente-trois ares et un tiers de profondeur, dans le troisième rang des terres de Paspébiac susdit; borné en front par la deuxième concession, en arrière par les terres de la quatrième concession, à l'est par James Loisel ou ses représentants, et à l'ouest par les terres appartenant autrefois à Zéphirin Grenier — sans bâties.

Pour être vendus au bureau du registraire pour la première division d'enregistrement du comté de Bonaventure, à New Carlisle, LUNDI, le QUINZIÈME jour de NOVEMBRE prochain (1886), à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingtième jour de novembre prochain (1886).

W. M. SHEPPARD,

Bureau du Shérif, Shérif, C. B.
New Carlisle, 2 septembre 1886. 2987
[Première publication, 11 septembre 1886.]

with the half share of the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Also the west half of three quarters of an acre in front by thirty three ares and one third of an acre in depth, in the third range of lands in Paspébiac aforesaid; bounded in front by the second concession, in rear by lands of the fourth concession, on the east by James Loisel or his representatives, and on the west by lands formerly owned by Zéphirin Grenier — without buildings.

To be sold at the registry office of the first registration division of the county of Bonaventure, at New Carlisle, on MONDAY, the FIFTEENTH day of NOVEMBER next, (1886), at the hour of ELEVEN in the forenoon. The said writ returnable on the twentieth day of November next, (1886).

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's Office, Sheriff, C. B.
New Carlisle, 2nd September, 1886. 2988
[First published, 11th September, 1886.]

Ventes par le Shérif-Kamouraska

Sheriff's Sales.—Kamouraska.

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Vendition Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze ours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après rapport du Bref.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Vendition Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Kamouraska, à savoir: } **E**LIE LEVESQUE, No. 811, } rentier, de la paroisse de Saint-Alexandre, comté et district de Kamouraska, Demandeur; vs. NAPOLEON MICHAUD, cultivateur, et SARAH LAVOIE, son épouse, du même lieu, es-qualité, Défendeurs, c'est-à-savoir:

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Kamouraska, to wit: } **E**LIE LEVESQUE, No. 811, } tenant, of the parish of Saint Alexandre, county and district of Kamouraska, Plaintiff; vs. NAPOLEON MICHAUD, farmer, and SARAH LAVOIE, his wife, of the same place, *es-qualité*, Defendants, to wit:

1. Une terre située en le troisième rang de la seigneurie Verbois, en la paroisse de Saint-Alexandre, contenant deux arpents de front sur trente arpents de profondeur, et portant le numéro cent soixante-trois (163), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Alexandre; bornée au sud-ouest à Antoine Bélanger ou représentant, et au nord-est à Israël Bérubé — avec les bâties dessus construites. A charge par l'acquéreur de payer la rente telle que détaillé dans l'acte de donation fait et passé par A. Gagnon, écuyer, notaire, en date du 10 septembre 1875; la dite rente payable le premier octobre prochain; de plus cent boîtes de foin, payable aussi annuellement le premier octobre de chaque année.

1. A land situate in the third range of the seigniorie of Verbois, in the parish of Saint Alexandre, containing two arpents in front by thirty arpents in depth, and numbered one hundred and sixty three (163), on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Alexandre; bounded to the south west by Antoine Bélanger or representatives, and to the north east by Israël Bérubé — with the buildings thereon erected. Subject to the charge upon the purchaser of paying the rent as set forth in the deed of donation made and passed by A. Gagnon, esquire, notary, dated the 10th September, 1875; the said rent payable on the first of October next, further one hundred bundles of hay, also payable annually on the first of October, in each year.

2. Une autre terre située au même endroit, de deux arpents de front sur vingt arpents de profondeur, et portant les numéros cent soixante-quatre et cent soixante-cinq (164 et 165), aux plan et livre de renvoi du cadastre susdit; bornée à l'est à la terre sus-décrite, et à l'ouest à Octave Ouellet — avec les bâties dessus construites.

2. Another land situate in the same place, of two arpents in front by twenty arpents in depth, and numbered one hundred and sixty four and one hundred and sixty five (164 and 165), on the plan and book of reference of the aforesaid cadastre; bounded to the east by the land above described, and to the west by Octave Ouellet — with the buildings thereon erected.

3. Une autre terre située dans le cinquième rang

3. Another land situate in the fifth range of

de la seigneurie Verbois, en la paroisse de Saint-Antonin, de deux arpents de front sur trente arpents de profondeur, et portant le numéro deux cent soixante-trois (273), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Antonin. A charge par l'acquéreur de payer la rente annuelle le premier d'octobre de chaque année, à compter du premier octobre prochain, à William Fraser, écuyer, et autres.

Pour être vendues comme suit: les Nos. 1 et 2, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alexandre, VENDREDI, le DOUZIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures avant-midi; et le lot No. 3, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antonin, le MEME JOUR, à UNE heure après-midi. Bref rapportable le vingtième jour du mois de novembre prochain.

F. A. SIROIS,
Bureau du Shérif. Shérif.
Fraserville, 8 septembre 1886. 3023
[Première publication, 11 septembre 1886.]

the seigniorly of Verbois, in the parish of Saint-Antonin, of two arpents in front by thirty arpents in depth; and numbered two hundred and seventy three (273), on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint-Antonin. Subject to the charge upon the purchaser of paying the annual rent on the first of October, in each year, to date from the first October next, to William Fraser, esquire, and others.

To be sold, as follows: Nos. 1 and 2, at the church door of the parish of Saint-Alexandre, on FRIDAY, the TWELFTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon; and lot No. 3, at the church door of the parish of Saint-Antonin, on the SAME DAY, at ONE o'clock in the afternoon. The writ returnable on the twentieth day of the month of November next.

F. A. SIROIS,
Sheriff's Office, Sheriff.
Fraserville, 8th September, 1886. 3024
[First published, 11th September, 1886.]

Ventes par le Shérif—Montreal.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas, toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas le *Vendition Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être opposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS
District de Montreal.

Montreal, à savoir: } JULES TREMBLAY, mar-
No. 2215. } chant, de la paroisse de
Sainte-Anne du Bout de l'Isle, district de Mont-
real, Demandeur; contre les terres et tenements
de LOUIS MONTREUIL, mécanicien, de la
paroisse de Sainte-Anne du Bout de l'Isle, district
de Montreal, Défendeur.

Un lot de terre situé au village de Sainte-Anne de Bellevue, étant la partie nord-est de la subdivision numéro trois (No. 3), du lot connu et indiqué sur le plan et au livre de renvoi officiel de la paroisse de Sainte-Anne, comme le lot numéro cent quatre-vingt-quinze (No. 195-3), contenant cent dix pieds de longueur sur cinquante pieds de largeur mesure française; tenant devant à la rue Sainte-Anne, derrière au numéro deux, de subdivision du lot portant le numéro cent quatre-vingt-quinze (No. 195-2), d'un côté au sud-ouest à l'autre partie de la dite subdivision numéro trois, du lot numéro cent quatre-vingt-quinze, et d'autre côté au nord-est à la rue Lamarche—avec une maison en bois à comble français et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Anne de Bellevue, le DOUZIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-deuxième jour de novembre prochain.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montreal, 8 septembre 1886. 3015
[Première publication, 11 septembre 1886.]

Sheriff's Sales.—Montreal.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler afin de distraire afin de charger* or other oppositions to the sale, except in cases of *Vendition Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the said Writ.

FIERI FACIAS.

District of Montreal

Montreal, to wit: } JULES TREMBLAY, mer-
No. 2215. } chant, of the parish of
Sainte-Anne du Bout de l'Isle, district of Montreal,
Plaintiff; against the lands and tenements of
LOUIS MONTREUIL, machinist, of the parish of
Sainte-Anne du Bout de l'Isle, district of Mont-
real, Defendant.

A lot of land situate in the village of Sainte-Anne de Bellevue, being the north east portion of the subdivision number three (No. 3), of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Anne, as lot number one hundred and ninety five (No. 195-3), containing one hundred and ten feet in length by fifty feet in width, french measure; bounded in front by Sainte-Anne street, in rear by number two of the subdivision of the lot numbered one hundred and ninety five (No. 195-2), on one side to the south west by the other portion of the said subdivision number three, of lot number one hundred and ninety five, and on the other side to the north east by Lamarche street—with a french roofed wooden house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte-Anne de Bellevue, on the TWELFTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty second day of November next.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 8th September, 1886. 3016
[First published, 11th September, 1886.]

FIERT FACIAS.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les propriétés immobilières sous-mentionnées ont été saisies et seront vendues aux temps et lieux tels que mentionnés ci-après. Toutes personnes ayant à exercer contre les dites propriétés des droits que le registrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat en vertu de l'article 700 du code de procédure civile; sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

FIERT FACIAS.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned immovable properties have been seized and shall be sold at the time and place hereinafter specified. All persons who have to exercise as regards the same, any claims which the registrar is not held to mention in his certificate by virtue of article 700 of the code of civil procedure are hereby required to make known the same according to law. Every opposition to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, shall have to be deposited in the office of the undersigned, before the fifteen days immediately preceding the day of the sale; oppositions *afin de conserver* may be deposited at any time within six days after the return of the writ.

No	Reclamant.	No. du cadastre.	No. de la rue.	Quartier.	Propriétaire d'après le rôle d'évaluation.	Nature des taxes.	Montant.	Intérêt.	Frais.—Costs.	Total du montant dû.—Total amount due.	
	Claimant.	Cadastral No.	Street No.		Rue.—Street.	Proprietor as per assessment roll.					Nature of assessments.	Amount.	Interest.	Interest.
							\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	
7	Cité de—City of Montreal	1503	92 à—to 98	Commune—Common.....	Ste Anne.....	Mullin et—and McCrory..	Annuelles—Annual....	336 00	20 16	0 75	356 91
9	do	Subd. 6 de—of 171	2661	Notre-Dame	St Antoine.....	Elizabeth Smart, épouse de—wife of Jas. Howley	do	48 00	2 16	2 25	52 41
13	do	1528	158	Drummond.....	do	John Fairbairn.....	do	336 00	16 56	1 00	353 56
14	do	1588	377 1634	Montagne—Mountain..... } Ste-Catherine coin—cor. Guy	do	do	Annuelles et spéciales—Annual and special.	210 50	8 64	0 75	219 89
18	do	Subd. 69 de—of 1822	46	Avenue—Lorne Avenue.....	do	Alexander M. Foster.....	Annuelles—Annual....	42 00	2 78	0 25	46 03
19	do	Subd. 54 de—of 1822	16	do	do	do	do	78 00	4 65	0 50	83 15
20	do	Subd. 48 de—of 1822	21	do	do	do	do	38 40	3 45	0 25	42 10
21	do	Subd. 47 de—of 1822	23	do	do	do	do	76 80	4 60	0 50	81 90
24	do	574	100	St-Urbain.....	St. Laurent—	John Fairbairn.....	do	48 00	2 88	0 65	51 53
25	do	575	490, 492	Dorchester	do	do	do	72 00	4 32	1 00	77 3
28	do	428	806 à—to 816	Ste-Catherine.....	St. Louis.....	Succession Olivier Rouillard	do	156 00	9 36	1 50	166 86

29	do	Sub. 6, 7, 8 & 9 de of 915	.....	Cadieux.....	do	J. D. E. Lionais.....	do	18 00	1 08	0 45	18 53
31	do	695	223 à 227	Sanguinet.....	do	Veuve -- Widow Olivier Rouillard.....	do	48 00	2 88	0 45	51 33
32	do	1172	429	Jacques-Cartier.....	St. Jacques-- St. James.....	Marie Claire Raymond, épouse de--wife of Oli- vier Rouillard.....	do	43 20	2 60	0 25	46 05
33	do	1159	.....	Amherst.....	do	Mrs--Dame Olivier Rouil- lard.....	do	16 80	1 00	0 25	18 05
34	do	1185	444, 446	Jacques-Cartier.....	do	Marie Claire Raymond, épouse de--wife of Oli- vier Rouillard.....	do	28 80	1 72	0 25	30 77
37	do	39	127	Commissaire-Commissioners	do	Dme H. Philomène Poirier épouse de--wife of J. A. Alphonse Ouimet et-- and Dme Rose de Lima Foisy dit Frenière, épouse de--wife of Louis H. Lafleur.....	do	228 00	13 68	2 30	243 98
39	do	1082	.....	Visitation.....	do	Joseph Cletus Robillard...	do	12 00	0 72	0 45	13 17
40	do	Sub. 188 de of 1207	.....	Mentana.....	do	Joseph Louis Barré.....	do	5 40	0 48	0 25	6 13
41	do	Sub. 187 de of 1207	.....	do	do	do	do	5 40	0 48	.....	5 88
42	do	Sub. 161 de of 1207	.....	do	do	do	do	5 40	0 48	.....	5 88
43	do	Sub. 160 de of 1207	.....	do	do	do	do	5 40	0 48	.....	5 88
45	do	53	.....	Commissaire-Commissioners	do	James Brankin, fidei com- missaire--in trust.....	do	480 00	28 40	0 75	509 15
49	do	1300	26 à 42	Iberville.....	Ste. Marie-- St. Mary.....	Joseph Ulric Emard.....	Spéciales--Special.....	164 70	14 00	0 75	179 45
50	do	1251	.....	Chaussé.....	do	J. D. Edouard Lionais....	Annuelles--Annual....	3 60	0 21	0 25	4 06
51	do	1248	.....	DeLorimier Avenue.....	do	do	do	9 00	0 81	0 45	10 26
55	do	1147	.....	Ontario.....	do	Inconnu--Unknown.....	do	13 20	1 18	.....	14 38
56	do	1176	.....	Gain.....	do	John Blaek (inconnu-- unknown).....	do	6 00	0 54	.....	6 54
57	do	212	.....	do	do	Eglise Méthodiste--Me- thodiste Church.....	do	29 80	6 37	.....	35 7

1795

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Montréal, 8 juillet 1886.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,
Shérif
2698 10
[Première publication, 10 juillet 1886.]

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,
Sheriff
2394
[First published, 10th July, 1886.]

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit pour le district de Montréal.
 Montréal, à savoir : } **JOSEPH DUHAMEL**,
 No. 4265. } avocat, de la cité et du
 district de Montréal, Demandeur; contre les terres
 et tenements de **DAME BRIDGET MARAN**, de
 la cité de Montréal, épouse séparée quant aux
 biens par contrat de mariage de **Patrick MacKay**,
 gentilhomme, du même lieu, et ce dernier en
 autant que besoin est pour autoriser son épouse
 aux fins des présentes, Défenderesse.

Un emplacement situé dans les cité et district
 de Montréal, connu et désigné sur le plan et au
 livre de renvoi officiels pour le quartier Saint-
 Antoine, de la dite cité de Montréal, sous le
 numéro douze cent trente (1230), du dit quartier
 Saint-Antoine; borné en front par la rue Aylmer
 —avec une petite maison en bois et dépendances
 sus-érigées.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de
 Montréal, le DIX-HUITIEME jour de SEPTEM-
 BRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le
 dit bref rapportable le trentième jour de septembre
 prochain.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,
 Bureau du Shérif, Shérif.
 Montréal, 14 juillet 1886. 2493 3
 Première publication, 17 juillet 1886.]

FIERI FACIAS.

Circuit Court for the district of Montreal.
 Montreal, to wit : } **JOSEPH DUHAMEL**,
 No. 4265. } advocate, of the city and
 district of Montreal, Plaintiff; against the lands
 and tenements of **DAME BRIDGET MARAN**, of
 the city of Montreal, wife separated as to property
 by marriage contract of **Patrick MacKay**, gentle-
 man, of the same place, and the latter in so far as
 required to authorize his wife for the purposes of
 these presents, Defendant.

A lot of land or emplacement situate in the
 city and district of Montreal, known and design-
 ated on the official plan and in the book of
 reference of Saint Antoine ward, of said city of
 Montreal, under number twelve hundred and
 thirty (1230), of said Saint-Antoine ward; bound-
 ed in front by Aylmer street—with a small wooden
 house and outbuildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
 on the EIGHTEENTH day of SEPTEMBER next,
 at TEN of the clock in the forenoon. The said
 writ returnable on the thirtieth day of September
 next.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,
 Sheriff's Office, Sheriff.
 Montreal, 14th July, 1886. 2494
 [First published, 17th July, 1886.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
 les TERRES et HERITAGES sous-mention-
 nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
 lieux respectifs tels que mentionnés plus bas
 Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des
 réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu
 de mentionner dans son certificat, en vertu de
 l'article 700 du code de procédure civile du Bas-
 Canada, sont par le présent requises de les faire
 connaître suivant la loi. Toute oppositions afin
 d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou
 autres oppositions à la vente, excepté dans les
 cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées
 au bureau du sousigné avant les quinze jours qui
 précéderont immédiatement le jour de la vente ;
 les oppositions afin de conserver peuvent être
 déposées en aucun temps dans les six jours après
 le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.

District de Québec, } **LA SOCIÉTÉ DE CON-**
 No. 1698. } **STRUCTION PERMA-**
NENTE DE LEVIS, corps politique et incorporé,
 ayant son principal bureau et lieu d'affaires en la
 ville de Lévis; contre **JOSEPH MORIN**, tanneur,
 ci-devant de la paroisse de Saint-Michel, mainte-
 nant de la ville de Sherbrooke, savoir :

Un lepin de terre ou emplacement de huit
 perches et demie de front sur un arpent et huit
 perches de profondeur, plus ou moins, situé, avec
 les bâtisses dessus construites, en le premier
 rang de la paroisse de Saint-Michel, entre l'im-
 meuble de François Talbot, écuyer, à l'est, et celui
 de Pantaléon Forgues, écuyer, à l'ouest, connu au
 livre de renvoi et sur le plan officiel du cadastre
 du comté de Bellechasse, pour la paroisse de
 Saint-Michel, sous le No. 212.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
 paroisse de Saint-Michel, LUNDI, le VINGTIEME
 jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du
 matin. Le dit bref rapportable le quinzième jour
 d'octobre prochain.

J. D. LEPINE,
 Bureau du Shérif, Shérif.
 Montmagny, 12 juillet 1886. 2477 3
 [Première publication, 17 juillet 1886.]

Sheriff's Sales.—Montmagny.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the
 undermentioned LANDS and TENEMENTS
 have been seized and will be sold at the respective
 times and places mentioned below. All persons
 having claims on the same which the Registrar is
 not bound to include in his certificate under
 article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower
 Canada, are hereby required to make them known
 according to law. All oppositions *afin d'annuler*,
afin de distraire, *afin de charge* or other oppositions
 to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*,
 are requested to be filed with the undersigned, at
 his office, previous to the fifteen days next proceed-
 ing the day of sale; oppositions *afin de conserver*
 may be filed at any time within six days next after
 the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.

District of Quebec, } **LA SOCIÉTÉ DE CONS-**
 No. 1698. } **TRUCTION PERMA-**
NENTE OF LEVIS, a body politic and incorpo-
 rate, having its chief office and place of business
 in the town of Lévis; against **JOSEPH MORIN**,
 tanner, heretofore of the parish of Saint Michel,
 now of the town of Sherbrooke, to wit :

A parcel of land or emplacement of eight
 perches and a half in front by one arpent and
 eight perches in depth, more or less, situate, with
 the buildings thereon erected, in the first range
 of the parish of Saint Michel, between the immo-
 vable belonging to François Talbot, esquire, to
 the east, and that belonging to Pantaléon Forgues,
 esquire, to the west, known on the official plan
 and book of reference of the cadastre of the
 county of Bellechasse, for the parish of Saint
 Michel, under No. 212.

To be sold at the church door of the parish of
 Saint Michel, on MONDAY, the TWENTIETH
 day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the
 forenoon. The said writ returnable on the fifteenth
 day of October next.

J. D. LEPINE,
 Sheriff's Office, Sheriff.
 Montmagny, 12th July, 1886. 2478
 [First published, 17th July, 1886.]

Ventes par le Shérif.—Ottawa.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six ours après le rapport du Jure.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

De la Cour Supérieure—Aylmer.

Provinces de Québec, } **LOUIS RIOPEL** et
District d'Ottawa. } **LONESIME RIOPEL**,
No. 35. } de la cité d'Ottawa, dans le
comté de Carleton, dans la Province d'Ontario,
et **ALEXANDRE MORIN**, d'Aylmer, dans le district
d'Ottawa, dans la Province de Québec, char-
retier, en leur qualité d'exécuteurs testamen-
taires de feu André Riopel, en son vivant,
d'Ottawa, dans la Province d'Ontario, hôtelier,
dument appointés à cette charge par le testa-
ment solennel du dit feu André Riopel, fait à
Ottawa susdit, le 22^e jour de janvier, 1874, et le
dit testament étant prouvé selon la loi. Deman-
deurs; contre les terres et tenements de **JOSEPH
PICHETTE**, cultivateur, du canton de Templeton,
dans le district d'Ottawa, tiers saisi, à savoir :

Un morceau de terre situé dans le canton de
Templeton, dans le comté et district d'Ottawa,
étant la moitié nord-est du quart nord-ouest du
lot numéro vingt (20), de la quatrième conces-
sion du dit canton, contenant vingt-cinq acres,
plus ou moins, en superficie—avec les bâtisses
dessus érigées; borné au nord par la cinquième
concession, au sud par un chemin verbalisé, à
l'est par Jean-Baptiste Belec ou ses représentants,
à l'ouest par Joseph Aubry ou ses représentants;
le dit morceau de terre maintenant connu et
désigné au plan officiel et livre de renvoi sous le
numéro cadastral vingt b (20b), du dit canton de
Templeton.

Pour être vendu au bureau du régistrateur,
pour le comté d'Ottawa, en la cité de Hull, le
TREIZIEME jour de **NOVEMBRE** prochain, à
DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rappor-
table le premier jour de décembre 1886.

LOUIS M. COUTLEE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Aylmer, 2 septembre 1886. 2985.
[Première publication, 11 septembre 1886.]

Ventes par le Shérif.—Québec.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas

Sheriff's Sales.—Ottawa.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower-Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

From the Superior Court—Aylmer.

Provinces of Québec, } **LOUIS RIOPEL** and
District of Ottawa. } **LONESIME RIOPEL**, of
No. 35. } the city of Ottawa, in the
county of Carleton, in the Province of Ontario,
and **ALEXANDER MORIN**, of Aylmer, in the
district of Ottawa, in the Province of Québec,
carter, in their quality of testamentary execu-
tors of the late André Riopel, in his lifetime, of
Ottawa, in the Province of Ontario, hotel keeper,
duly appointed to that charge by the solemn
will of the said late André Riopel, made at
Ottawa aforesaid, on the 22nd day of January,
1874, and the said will proved according to law.
Plaintiffs; against the lands and tenements of
JOSEPH PICHETTE, farmer, of the township of
Templeton, in the district of Ottawa, *Tiers saisi*,
to wit :

A piece of land situate in the township of Tem-
pleton, in the county of Ottawa, in the district
of Ottawa, being the north east half of the north
west quarter of lot number twenty (20), in the
fourth concession of the said township, contain-
ing twenty five acres, more or less in superficies
—with the buildings thereon erected; bounded
on the north by the fifth concession, on the south
by a verbalized road, on the east by Jean Baptiste
Belec or his representatives, and on the west by
Joseph Aubry or his representatives; said piece
of land now known and designated on the official
plan and in the book of reference under the cada-
stral number twenty b (20b), of the said township
of Templeton.

To be sold at the office of the registrar for the
county of Ottawa, in the city of Hull, on the
THIRTEENTH day of **NOVEMBER** next, at
TEN o'clock in the forenoon. The said writ
returnable on the first day of December, 1886.

LOUIS M. COUTLEE,

Sheriff's Office, Shérif.
Aylmer, 2nd September, 1886. 2986.
[First published, 11th September, 1886.]

Sheriff's Sales.—Québec.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower-Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned,

de *Venditions Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Jureur.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **JOSEPH GAUVIN**, sacris-
No. 953. } tain, de la cité de Québec ;

contre **FRANÇOIS XAVIER THOMPSON**, ci-
devant de Lévis, maintenant de Montréal, à savoir :

Le No. 397, du cadastre officiel du quartier de Lauson, ville de Lévis, étant un emplacement de figure irrégulière, situé rue Commerciale ; borné pardevant à la dite rue, au sud par la cime du Cap, à l'est par le No. 396, à l'ouest par le No. 398, le mur étant mitoyen du côté ouest—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de la Victoire, le **DOUZIÈME** jour de **NOVEMBRE** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-cinq novembre prochain.

ALLEYN & PAQUET,

Bureau du Shérif, Shérif
Québec, 9 septembre 1886. 3027
[Première publication, 11 septembre 1886.]

FIERI FACIAS DE BONIS.

Québec, à savoir : } **DANS** une cause ou **GOD-**
No. 2385. } **FROI BROCHU**, de la

paroisse de Sainte-Agathe, marchand, était Demandeur ; et **SUZANE McCAFFREY**, du même lieu, veuve de feu James McGinley, en son vivant, du même lieu, en sa qualité de tutrice dument nommée aux enfants mineurs issus de son mariage avec son dit défunt époux, et autres, étaient Défendeurs ; le dit demandeur Godfroi Brochu contre la dite Suzane McCaffrey, *de-qualité* et autres, à savoir :

Les Nos. 236 et 238, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Agathe, étant une terre située concession Saint-Patrice, de cinq arpents de large sur quarante arpents de long environ—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu en un seul et même lot, vente à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Agathe, le **DIX-HUITIÈME** jour d'**OCTOBRE** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable le deuxième jour de novembre prochain.

ALLEYN & PAQUET

Bureau du Shérif, Shérif
Québec, 12 août 1886. 2815 2
[Première publication, 14 août 1886.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **THOMAS CULL**, ci-devant
No. 1128. } de la paroisse de Saint-

Romuald, dans le district de Québec, maintenant du lieu appelé Rat Portage, dans la Province de Manitoba, marchand de bois ; contre **WILLIAM HENRY VACHON**, de la paroisse de Saint-Romuald, à savoir :

1° Le tiers indivis du lot No. 570, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de forme irrégulière, situé à New-Liverpool ; borné au nord par le No. 560, contenant en superficie vingt-neuf arpents et soixante-dix-sept perches—circonstances et dépendances.

2° Le tiers indivis du lot No. 569, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de grève situé à New-Liverpool ; borné au nord par le fleuve Saint-Laurent, contenant en superficie dix-sept arpents, cinquante-cinq perches—avec maison dessus érigée, circonstances et dépendances.

3° Le tiers indivis du lot No. 559, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de figure irrégulière, situé à New-Liverpool ; borné au nord par le No. 553a, au sud

at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *in de son-ner* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **JOSEPH GAUVIN**, sexton,
No. 953. } of the city of Québec ; against

FRANCOIS XAVIER THOMPSON, heretofore of Lévis, now of Montreal, to wit :

No. 397, of the official cadastre of Lauson ward, town of Lévis, being an emplacement of irregular outline, situate on Commercial street ; bounded in front by the said street, to the south by the summit of the Caps, to the east by No. 398, to the west by No. 398, the whole being in common on the west side—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre Dame de la Victoire, on the **TWELFTH** day of **NOVEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty fifth November next.

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 9th September, 1886. 3028
[First published, 11th September, 1886.]

FIERI FACIAS DE BONIS.

Quebec, to wit : } **IN** a cause wherein **GODFROI**
No. 2385. } **BROCHU**, of the parish of

Sainte Agathe, merchant, was Plaintiff ; and **SUZAN McCAFFREY**, of the same place, widow of the late James McGinley, in his lifetime, of the same place, in her quality of tutrix duly appointed to the minor children issue of her marriage with her said husband, deceased, and others, were Defendants ; the said plaintiff Godfroi Brochu against the said Susan McCaffrey, *de-qualité*, and others, to wit :

Nos. 236 and 238, of the official cadastre of the parish of Sainte Agathe, being a land situate in the concession Saint Patrice, of five arpents in width by about forty arpents in length—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold in one and the same lot, sale at the church door of the parish of Sainte Agathe, on the **EIGHTEENTH** day of **OCTOBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the second day of November next.

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 12th August, 1886. 2816
[First published, 14th August, 1886.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **THOMAS CULL**, heretofore
No. 1128. } of the parish of Saint

Romuald, in the district of Québec, now of the place called Rat Portage, in the province of Manitoba, lumber merchant ; against **WILLIAM HENRY VACHON**, of the parish of Saint Romuald, to wit :

1° The undivided third of lot No. 570, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool ; bounded to the north by No. 560, containing in superficies twenty nine arpents and seventy seven perches—circumstances and dependencies.

2° The undivided third of lot No. 569, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a beach lot situate at New-Liverpool ; bounded to the north by the river Saint Lawrence, containing in superficies seventeen arpents fifty five perches—with house thereon erected, circumstances and dependencies.

3° The undivided third of lot No. 559, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool ; bounded to the north by No. 553a,

par le chemin du fleuve Saint-Laurent, contenant en superficie dix perches—circonstances et dépendances.

4° Le tiers indivis du lot No. 558, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de figure irrégulière, situé à New-Liverpool; borné au nord au chemin du fleuve, contenant en superficie dix-neuf arpents et soixante-quinze perches—circonstances et dépendances.

5° Le tiers indivis du lot No. 584, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de figure irrégulière, situé à New-Liverpool; borné au chemin du fleuve Saint-Laurent, contenant en superficie quatre-vingt-une perches—avec moulin à scie, circonstances et dépendances.

6° Le tiers indivis du lot No. 553a, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de figure irrégulière, situé à New-Liverpool; borné au nord au fleuve Saint-Laurent, contenant en superficie quatre-vingt-deux perches—circonstances et dépendances.

7° Le tiers indivis du lot No. 542, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de figure irrégulière, situé à New-Liverpool; borné au nord par le No. 539, au sud par le chemin du fleuve Saint-Laurent, contenant en superficie vingt-six perches—circonstances et dépendances.

8° Le tiers indivis du lot No. 541, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de figure irrégulière, située à New-Liverpool; borné au nord au No. 540, contenant en superficie vingt-deux perches—circonstances et dépendances.

9° Le tiers indivis du lot No. 540, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de figure irrégulière, situé à New-Liverpool; borné au nord au fleuve Saint-Laurent, contenant en superficie un arpent et quatre-vingt-sept perches—circonstances et dépendances.

10° Le tiers indivis du lot No. 545, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de figure irrégulière, situé à New-Liverpool; borné au nord au fleuve Saint-Laurent, contenant en superficie deux arpents sept perches—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Romuald, le QUINZIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le trente octobre prochain.

ALLEYN & PAQUET,

Bureau du Shérif, Québec, le 14 août 1886. Shérif. 2809 2
[Première publication, 14 août 1886.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: THOMAS CULL, ci-devant No. 2326, de la paroisse de Saint-Romuald, dans le district de Québec, maintenant de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, marchand de bois; contre HUGH RITCHIE et JOHN RITCHIE, tous deux de la paroisse de Saint-Romuald, au lieu appelé New-Liverpool, et WILLIAM RITCHIE, de la cité des Trois-Rivières, marchand de bois, à savoir:

Saisis comme appartenant à Hugh Ritchie et John Ritchie.

1° Les deux tiers indivis du lot No. 570, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de figure irrégulière, situé à New-Liverpool; borné au nord par le No. 560, contenant en superficie vingt-neuf arpents et soixante-dix perches—circonstances et dépendances.

2° Les deux tiers indivis du lot No. 569, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de grève situé à New-Liverpool; bor-

to the south by the highway along the river Saint Lawrence, containing in superficies ten perches—circumstances and dependencies.

4° The undivided third of lot No. 558, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool; bounded to the north by the road along the river, containing in superficies nineteen arpents and seventy five perches—circumstances and dependencies.

5° The undivided third of lot No. 584, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool; bounded by the said highway, containing in superficies eighty one perches—with saw mill, circumstances and dependencies.

6° The undivided third of lot No. 553a, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool; bounded to the north by the river Saint Lawrence, containing in superficies eighty two perches—circumstances and dependencies.

7° The undivided third of lot No. 542, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool; bounded to the north by No. 539, to the south by the river Saint Lawrence, containing in superficies twenty-six perches—circumstances and dependencies.

8. The undivided third of lot No. 541, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool; bounded to the north by No. 540, containing in superficies twenty two perches—circumstances and dependencies.

9° The undivided third of lot No. 540, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool; bounded to the north by the river Saint Lawrence, containing in superficies one arpent and eighty seven perches—circumstances and dependencies.

10° The undivided third of lot No. 545, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool; bounded to the north by the river Saint Lawrence, containing in superficies two arpents seven perches—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Romuald, on the FIFTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of October next.

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office, Québec, 14th August, 1886. Sheriff. 2810
[First published, 14th August, 1886.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: THOMAS CULL, heretofore No. 2326, of the parish of Saint Romuald, in the district of Québec, now of the city of Toronto, in the province of Ontario, lumber merchant; against HUGH RITCHIE and JOHN RITCHIE, both of the parish of Saint Romuald, at the place called New-Liverpool, and WILLIAM RITCHIE, of the city of Three Rivers, lumber merchant, to wit:

Seized as belonging to Hugh Ritchie and John Ritchie.

1° The two undivided thirds of lot No. 570, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool; bounded to the north by lot No. 560, containing in superficies twenty nine arpents and seventy seven perches—circumstances and dependencies.

2° The two undivided thirds of lot No. 569, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a beach situate at New-Liverpool

né au nord au fleuve Saint-Laurent, contenant en superficie dix-sept arpents cinquante cinq perches—avec maison dessus érigée, circonstances et dépendances.

3° Les deux tiers indivis du lot No. 559, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de figure irrégulière, situé à New-Liverpool; borné au nord par le No. 553a, au sud par le chemin du fleuve Saint-Laurent, contenant en superficie dix perches—circonstances et dépendances.

4° Les deux tiers indivis du lot No. 558, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de figure irrégulière, situé à New-Liverpool; borné au nord au chemin du fleuve Saint-Laurent, contenant dix-neuf arpents soixante quinze perches en superficie—circonstances et dépendances.

5° Les deux tiers indivis du lot No. 554, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de figure irrégulière, situé à New-Liverpool; borné au chemin du fleuve Saint-Laurent, contenant en superficie quatre-vingt une perches—avec moulin à scie et autres bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

6° Les deux tiers indivis du lot No. 553a du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de figure irrégulière, situé à New-Liverpool; bornée au nord au fleuve Saint-Laurent, contenant en superficie quatre-vingt deux perches—circonstances et dépendances.

7° Les deux tiers indivis du lot No. 542, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de figure irrégulière, situé à New-Liverpool; borné au nord par le No. 539, au sud par le chemin du fleuve Saint-Laurent, contenant en superficie vingt-six perches—circonstances et dépendances.

8° Les deux tiers indivis du lot No. 541, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de figure irrégulière, situé à New-Liverpool; borné au nord au fleuve Saint-Laurent, contenant en superficie vingt-deux perches—circonstances et dépendances.

9° Les deux tiers indivis du lot No. 540, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de figure irrégulière, situé à New-Liverpool; borné au nord au fleuve Saint-Laurent, contenant en superficie un arpent et quatre vingt-sept perches—circonstances et dépendances.

10° Les deux tiers indivis du lot No. 545, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de figure irrégulière, situé à New-Liverpool; borné au nord au chemin du fleuve Saint-Laurent, contenant en superficie deux arpents et sept perches—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Romuald, le QUINZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le trentième jour d'octobre prochain.

ALLEYN & PAQUET,

Bureau du Sheriff,
Québec, 12 août 1886.

Sheriff,
2811 2

[Première publication, 14 août 1886.]

FIERI FACIAS.

Court de Circuit.

Québec, à savoir : } SIDORE NOEL BELLEAU
No. 2290. } et CHARLES DARVEAU,
tous deux de Lévis, avocats, et LAWRENCE STAFFORD, de Québec, avocat, tous trois ci-devant associés comme tels au dit lieu sous le nom et raison de Belleau, Darveau et Stafford, contre DAMASE PELLETIER et JEAN-BAPTISTE PELLETIER, tous deux de Lévis, à savoir : }
Seizé comme appartenant à Jean-Baptiste Pelletier.

Le No. 51, du cadastre officiel de la ville de

bounded to the north by the river Saint Lawrence, containing in superficies seventeen arpents fifty five perches—with house thereon erected, circumstances and dependencies.

3° The two undivided thirds of lot No. 559, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool; bounded to the north by No. 553a, to the south by the highway along the river Saint Lawrence, containing in superficies, ten perches, —circumstances and dependencies.

4° The two undivided thirds of lot No. 558, of this official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool; bounded to the north by the road along the river Saint Lawrence, containing in superficies nineteen arpents and seventy five perches—circumstances and dependencies.

5° The two undivided thirds of lot No. 554, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool; bounded by the road along the river Saint Lawrence, containing in superficies eighty one perches—with saw mill and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

6° The two undivided thirds of lot No. 553a, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool; bounded to the north by the river Saint Lawrence, containing in superficies eighty two perches—circumstances and dependencies.

7° The two undivided thirds of lot No. 542, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool; bounded to the north by No. 539, to the south by the river Saint Lawrence, containing in superficies twenty six perches—circumstances and dependencies.

8° The two undivided thirds of lot No. 541, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool; bounded to the north by the river Saint Lawrence, containing in superficies twenty two perches—circumstances and dependencies.

9° The two undivided thirds of lot No. 540, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool; bounded to the north by the river Saint Lawrence, containing in superficies one arpent and eighty seven perches—circumstances and dependencies.

10° The two undivided thirds of lot No. 545, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool; bounded to the north by the river Saint Lawrence, containing in superficies two arpents and seven perches—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Romuald, on the FIFTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of October next.

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office,
Québec, 12th August, 1886.

Sheriff,
2812

[First published, 14th August, 1886.]

FIERI FACIAS.

Circuit Court.

Québec, to wit : } SIDORE NOEL BELLEAU,
No. 2290. } AND CHARLES DARVEAU,
both of Lévis, advocates, and LAWRENCE STAFFORD, of Québec, advocates, all three heretofore in partnership as such in the said place, under the name and firm of Belleau, Darveau & Stafford; against DAMASE PELLETIER and JEAN BAPTISTE PELLETIER, both of Lévis, to wit : }
Seized as belonging to Jean Baptiste Pelletier.

No. 51, of the official cadastre of the town of

Lévis, quartier de Lauzon, étant un lot de terre située rue Fraser—avec maison dessus érigée, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de la Victoire, le DIX-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le deuxième jour d'octobre prochain.

ALLEYN & PAQUET,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 15 juillet 1886. 2503 3
[Première publication, 17 juillet 1886.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } LOUIS PARÉ, de la paroisse No. 1932. } de Saint-Joachim, journalier ; contre GEORGE BOLDUC, de la paroisse de Saint-Férol, district de Québec, cultivateur, à savoir :

1. Le No. 371, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Férol, étant une terre située au premier rang de la dite paroisse, de trois arpents de front depuis la rivière Sainte-Anne à aller au chemin Royal ; et de là le front est de deux arpents à jugner le nord jusqu'au trait carré de la concession de Saint-Julien ; bornée au sud-ouest à Cléopha Lachance, et au nord-est à Flavien Goulette et Jean Bilodeau—avec ensemble une maison en pierre, une étable, une grange et une bâtisse ci-dessus construites.

2. Le No. 120, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Férol, une terre située en la concession de Saint-Ignace, de trois arpents de front sur dix-neuf arpents de profondeur ; bornée au sud à la concession Saint-Julien ; au nord au Séminaire de Québec, terre non concédée, au nord-est à Téléphore Déclène, et au sud-ouest partie à David Bilodeau et partie à Jean Bilodeau, —avec ci-dessus construit une cabane à sucre, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Férol, le DIX-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le deuxième jour d'octobre prochain.

ALLEYN & PAQUET,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 15 juillet 1886. 2505 3
[Première publication, 17 juillet 1886.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } CLEMENT HENRY JOHN No. 1478. } CHEIGHAM, de la ville d'Ipawick, dans le comté de Suffolk, en Angleterre, ci-devant major du dix-septième régiment de pied, grand constable du comté de Suffolk, et DAME GRACE CHARLOTTE FRASER, son épouse, par lui dûment autorisé pour les fins des présentes ; contre ERNEST WILLIAM BENSON, ci-devant de la paroisse de Saint-Romuald, et maintenant de la cité de New-York, dans les Etats Unis de l'Amérique, écuyer, marchand, à savoir :

1^o La partie sud-est du lot No. 401, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin, mesurant en superficie quatre cent quarante arpents et trente perches, plus ou moins ; borné en front vers le nord-ouest partie à James McKenzie et partie au chemin public, en arrière vers le sud-est par Pierre Lagueux ou ses représentants, vers le nord-est partie à James McKenzie, et partie à James Caherty, et partie aux héritiers Louis Lambert, au sud-ouest à Benjamin Côté ou ses représentants, et plus amplement décrite dans un acte de partage entre le dit Ernest William Benson et Edward C. Benson, exécuté devant M^{re}. E. G. Meredith, notaire, à Québec, le 14 décembre 1881.

2^o Le lot No. 414, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin, étant un lot de terre situé à Saint-Romuald ; borné au nord

Levis, Lauzon ward, being a lot of land situate on Fraser street—with a house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre Dame de la Victoire, on the EIGHTEENTH day of SEPTEMBER, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the second day of October next.

ALLEYN & PAQUET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 15th July, 1886. 2504
[First published, 17th July, 1886.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } LOUIS PARÉ, of the parish No. 1932. } of Saint Joachim, laborer ; against GEORGE BOLDUC, of the parish of Saint Férol, district of Quebec, farmer, to wit :

1. No. 371, of the official cadastre of the parish of Saint Férol, being a land situate in the first range of the said parish, of three arpents in front from the river Sainte Anne running to the Queen's highway ; thence the front is two arpents running north to the division line of the concession of Saint Julien ; bounded to the south west by Cléopha Lachance, and to the north east by Flavien Goulette and by Jean Bilodeau— together with a stone house, a stable, a barn and a building thereon erected.

2. No. 120, of the official cadastre of the parish of Saint Férol, a land situate in the concession Saint Ignace, of three arpents in front by nineteen arpents in depth ; bounded to the south by the concession Saint Julien, to the north by the Seminary of Quebec, unconceded land, to the north east by Téléphore Déclène, and to the south west partly by David Bilodeau, and partly by Jean Bilodeau —with a sugar hut Cabane à sucre, thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Férol, on the EIGHTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the second day of October next.

ALLEYN & PAQUET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 15th July, 1886. 2506
[First published, 17th July, 1886.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } CLEMENT HENRY JOHN No. 1478. } CHEIGHAM, of the town of Ipawick, in the county of Suffolk, England, heretofore major of the seventeenth regiment of infantry, high constable of the county of Suffolk, and DAME GRACE CHARLOTTE FRASER, his wife, by him duly authorized for the purposes of these presents ; against ERNEST WILLIAM BENSON, heretofore of the parish of Saint-Romuald, and now of the city of New-York, in the United States of America, esquire, merchant, to wit :

1^o The south east portion of lot No. 401, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald d'Etchemin, measuring in superficies four hundred and forty arpents and thirty perches, more or less ; bounded in front towards the north west partly by James McKenzie and partly by the public road, in rear towards the south east by Pierre Lagueux or his representatives, towards the north east partly by James McKenzie and partly by James Caherty, and partly by the heirs Louis Lambert, to the south west by Benjamin Côté or his representatives, and more fully described in a deed of division between the said Ernest William Benson and Edward C. Benson, executed before M^{re}. E. G. Meredith, notary, at Québec, on the 14th December, 1881.

2^o Lot No. 414, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald d'Etchemin, being a lot of land situate at Saint Romuald ; bounded to the

par le No. 401, contenant en superficie vingt-deux mille pieds—circonstances et dépendances.

3. Le No. 415, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin, étant un lot de terre situé sur le côté nord du chemin public; borné au nord par le No. 414, contenant en superficie dix-neuf mille vingt-cinq pieds—circonstances et dépendances.

4. Le lot No. 416, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin, étant un lot de terre située sur le côté nord du chemin public; borné au nord par le No. 415, contenant en superficie dix-neuf mille vingt-cinq pieds—circonstances et dépendances.

5. Le lot No. 417, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin, étant un lot de terre situé à Saint-Romuald; borné au nord par le No. 416, contenant en superficie trente trois mille pieds—circonstances et dépendances.

6. Le lot No. 418, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin, étant un lot de terre située sur le côté nord du chemin public; borné au nord par le No. 417, contenant en superficie deux mille sept cent cinquante pieds—circonstances et dépendances.

7. Le lot No. 419, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin, étant un lot de terre située sur le côté nord du chemin public; borné au nord par le No. 401, contenant en superficie deux arpents et cinquante trois pieds—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Romuald, le DIX-HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le trente octobre prochain.

ALLEYN & PAQUET,

Bureau du Shérif,

Québec, 12 août 1886.

[Première publication, 14 août 1886.]

Shérif.

2818 2

north by No. 401, containing in superficies twenty two thousand feet—circumstances and dependencies.

3. No. 415, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald d'Etchemin, being a lot of land situate on the north side of the public road; bounded to the north by No. 414, containing in superficies nineteen thousand and twenty five feet—circumstances and dependencies.

4. Lot No. 416, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald d'Etchemin, being a lot of land situate on the north side of the public road; bounded to the north by No. 415, containing in superficies nineteen thousand and twenty five feet—circumstances and dependencies.

5. Lot No. 417, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald d'Etchemin, being a lot of land situate at Saint Romuald; bounded to the north by No. 416, containing in superficies thirty three thousand feet—circumstances and dependencies.

6. Lot No. 418, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald d'Etchemin, being a lot of land situate on the north side of the public road; bounded to the north by No. 417, containing in superficies two thousand seven hundred and fifty feet—circumstances and dependencies.

7. Lot No. 419, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald d'Etchemin, being a lot of land situate on the north side of the public road; bounded to the north by No. 401, containing in superficies two arpents and fifty three feet—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Romuald, on the EIGHTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth of October next.

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office,

Quebec, 12th August, 1886.

[First published, 14th August, 1886.]

Sheriff.

2814

Ventes par le Shérif.—Saguenay.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le régistreur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref *VENDITIONI EXPONAS*.

Cour Supérieure—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir: } BASILICE LABERGE, No. 566.

veuve de Joseph Bergeron, en son vivant, cultivateur, de la paroisse Sainte-Agnès, de la paroisse Saint-Jérôme du Lac Saint-Jean; contre EMILE LABERGE, cultivateur, de la paroisse Sainte-Agnès, en sa qualité de tuteur d'office élu en justice aux enfants mineurs de feu Ferdinand Bergeron, à savoir:

Une terre située en la paroisse Sainte-Agnès, deuxième concession des Lacs, étant le lot No. 363, du cadastre officiel de la paroisse Sainte-Agnès; bornée vers le nord-ouest au lot No. 362, vers le nord-est au fronteau des première et deuxième concessions des Lacs, vers le sud-est au lot No. 364, et vers le sud-ouest à la profondeur de la deuxième concession susdite, mesurant

Sheriff's Sales—Saguenay.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

VENDITIONI EXPONAS.

Superior Court—District of Saguenay.

Malbaie, to wit: } BASILICE LABERGE, w. No. 566.

widow of Joseph Bergeron, in his lifetime, farmer, of the parish of Sainte-Agnès, of the parish of Saint-Jérôme du Lac Saint-Jean; against EMILE LABERGE, farmer, of the parish of Sainte-Agnès, in his quality of tutor appointed in due course of law to the minor children of the late Ferdinand Bergeron, to wit:

A land situate in the parish of Saint-Agnès, second concession des Lacs, being lot No. 363, of the official cadastre of the parish of Sainte-Agnès, bounded towards the north west by lot No. 362, towards the north east by the frontage of the first and second concession des Lacs, towards the south east by lot No. 364, and towards the south west by the depth of the second concession aforesaid,

en front trois arpents et neuf pieds sur quarante arpents de profondeur—avec toutes les bâties sus-érigées, circonstances et dépendances. Sujet la dite terre, à la rente et pension viagère, en faveur de la demanderesse, de cinquante-cinq piastres par année, payable en trois paiements égaux de dix-huit piastres et trente trois centins et demi, d'avance, les premier janvier, mai et septembre de chaque année, à commencer le premier janvier prochain (1887), la dite rente créée par acte de donation de la demanderesse et de feu Joseph Bergeron à feu Ferdinand Bergeron, en date du seize août mil huit cent soixante et six, et être accordée à la demanderesse par le jugement de cette cour.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse Sainte-Agnès, le VINGT-UNIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-septième jour de septembre prochain.

P. H. CIMON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Malbaie, ce 8 juillet 1886. 2465 3
[Première publication, 17 juillet 1886.]

Ventes par le Shérif—St. François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

De la Cour de Magistrat pour le comté de Stanstead, à Coaticook.

Saint-François, à savoir: } JEAN TURGEON,
No. 2148. } du canton de Barnston, en le district de Saint-François, cultivateur, Demandeur; contre les terres et tenements de DAME ADELE DEMERS, du même lieu, veuve de feu Michel Taupier, en son vivant, du même lieu, cultivateur, tant en ses nom et droit comme ayant été commune en biens avec son feu mari qu'en sa qualité de tutrice dûment nommée à son enfant mineure, issu de son mariage avec le dit feu Michel Taupier, Défendeur, à savoir:

Tout ce morceau ou lot de terre sis et situé en le dit canton de Barnston, connu et désigné comme la moitié nord de la moitié sud du lot numéro vingt-sept, dans le onzième rang des lots du dit canton de Barnston, supposé contenir cinquante acres de terre en superficie et l'allocation ordinaire pour chemins publics—avec les améliorations faites.

Pour être vendu au bureau du registrateur pour la division d'enregistrement de Coaticook, en la ville de Coaticook, en le dit district, le TRENTE-UNIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente-unième jour de décembre prochain.

G. F. BOWEN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 1er septembre 1886. 2991
[Première publication, 11 septembre 1886.]

measuring in front three arpents and nine feet by forty arpents in depth—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. The said land, subject to the life rent and pension in favor of the plaintiff of fifty five dollars per annum, payable in three equal payments of eighteen dollars and thirty three and a half cents in advance, on the first of January, May and September in each year, to commence on the first of January next (1887), the said rent created under a deed of donation by the plaintiff and the late Joseph Bergeron to the late Ferdinand Bergeron, dated the sixteenth of August, one thousand eight hundred and sixty six, and granted to the plaintiff by judgment of this court.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Agnès, on the TWENTY FIRST day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty seventh day of September next.

P. H. CIMON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Malbaie, 8th July, 1886. 2465
[First published, 17th July, 1886.]

Sheriff's Sales.—St. Francis.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

From the Magistrate's Court for the county of Stanstead, at Coaticook.

Saint Francis, to wit: } JEAN TURGEON, of
No. 2148. } the township of Barnston, in the district of Saint Francis, farmer, Plaintiff; against the lands and tenements of DAME ADELE DEMERS, of the same place, widow of the late Michel Taupier, in his lifetime, of the same place, farmer, as well in her own name and right as having been *commune en biens* with her late husband as in her quality of tutrix duly appointed to her minor children, issue of her marriage with the said late Michel Taupier, Defendant, to wit:

All that piece, parcel or lot of land situate and being in the said township of Barnston, known and distinguished as the north half of the south half of the lot number twenty seven, in the eleventh range of lots in the said township of Barnston, supposed to contain fifty acres of land in superficies, and the usual allowance for highways—with the improvements thereon.

To be sold at the registry office of the registration division of Coaticook, at the town of Coaticook, in said district, on the THIRTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty first day of December next.

G. F. BOWEN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 1st September, 1886. 2992
[First published, 11th September, 1886.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Saint-François, à savoir : } DONALD MORRI-
No. 763. } SON, journaliste,
du canton de Whitton, dans le district de Saint-
François, Demandeur; contre les terres et ténements de MURDO MORRISON, du même lieu, Défendeur, à savoir :

Ces étendues de terre sises et situées dans le dit canton de Whitton, et plus particulièrement connues et désignées comme étant les lots numéros soixante-quinze et soixante-seize, dans le rang numéro un, au nord-est du dit canton de Whitton, contenant chacun cinquante acres de terre en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendues au bureau du registraire de la division d'enregistrement du comté de Compton, au village de Cookshire, dans le dit district, le DIX-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le sixième jour d'octobre prochain.

G. F. BOWEN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 13 juillet 1886. 2497 3
[Première publication, 17 juillet 1886.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } FLAVIEN LOTTIN-
No. 346. } VILLE, Deman-
deur; contre CHARLES BORROMÉE BIRON, Défendeur.

1. Un emplacement situé en la paroisse de Sainte-Flore, dans le rang des Piles, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Sainte-Flore, par le numéro deux-cent-trente (230)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Une terre située en la paroisse de Sainte-Flore, dans le rang des Piles, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Sainte-Flore, par le numéro cent quatre-vingt (180).

3. Une autre terre située en la même paroisse, dans le rang Sainte-Catherine, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse de Sainte-Flore, par le numéro soixante et quatorze (74).

4. Une autre terre située en la même paroisse, dans le même rang, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse de Sainte-Flore, par le numéro soixante et deux (62).

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Saint-François, to wit : } DONALD MORRISON,
No. 763. } of the township of
Whitton, in the district of Saint-François, laborer,
Plaintiff; against the lands and tenements of
MURDO MORRISON, of the same place, Defen-
dant, to wit :

Those certain tracts or parcels of land situate and being in the said township of Whitton, and more particularly known and designated as being the lots number seventy five and seventy six, in the range number one, north east of the said township of Whitton, containing each one of them fifty acres of land in superficies, more or less—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Compton, at the village of Cookshire, in said district, on the EIGHTEENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the sixth day of October next.

G. F. BOWEN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 13th July, 1886. 2498
[First published, 17th July, 1886.]

Sheriff's Sales—Three Rivers.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are requested to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } FLAVIEN LOTTIN-
No. 346. } VILLE, Plaintiff;
against CHARLES BORROMÉE BIRON, Defen-
dant.

1. An emplacement situate in the parish of Sainte-Flore, in the range des Piles, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for the said parish of Sainte-Flore, by number two hundred and thirty (230)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A land situate in the parish of Sainte-Flore, in the Piles range, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for the said parish of Sainte-Flore, by number one hundred and eighty (180).

3. Another land situate in the same parish, in the Sainte-Catherine range, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for the parish of Sainte-Flore, by number seventy four (74).

4. Another land situate in the same parish, in the same range, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for the parish of Sainte-Flore, by number sixty-two (62).

5. Une autre terre située en la même paroisse, dans le rang Sainte-Catherine, côté sud-est, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse de Sainte-Flore, par les numéros huit et neuf (8 et 9).

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Flore, le TREIZIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le quinzisième jour de novembre prochain.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 8 septembre 1886. 3025
[Première publication, 11 septembre 1886.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } DEMOISELLE MA-
No. 401. } DRIE ROBICHON,
Demanderesse; contre OLIVIER NEAULT et al.,
Défendeurs.

Comme appartenant à Olivier Neault, un des dits défendeurs.

Une terre sise et située dans la paroisse Saint-Maurice, sur le rang Saint-Félix, connue et désignée sous le numéro sept cent soixante et un (761), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Champlain, pour la dite paroisse Saint-Maurice.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Maurice, le VINGTIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le trentième jour de septembre prochain.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 13 juillet 1886. 2479 3
[Première publication, 17 juillet 1886.]

5. Another land situate in the same parish, in the Sainte Catherine range, south east side, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for the parish of Sainte Flore, by numbers eight and nine (8 and 9).

To be sold at the church door of the parish of Sainte Flore, on the THIRTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable on the fifteenth day of November next.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 8th September, 1886. 3025
[First published, 11th September, 1886.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } MISS MARIE ROBI-
No. 401. } CHON, Plaintiff;
against OLIVIER NEAULT et al., Defendants.

As belonging to Olivier Neault, one of the said defendants.

A land situate and being in the parish of Saint Maurice, in the Saint Félix range, known and designated under number seven hundred and sixty one (761), on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Champlain, for the said parish of Saint Maurice.

To be sold at the church door of the parish of Saint Maurice, on the TWENTIETH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of September next.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 13th July, 1886. 2480
[First published 17th July, 1886.]

INDEX DE LA GAZETTE OFFICIELLE No. 37.

ANNONCES NOUVELLES.

Pages.

ANNEXION DE MUNICIPALITÉ :

Annexion à Saint-Edouard de Wakefield
divers lots de Saint-Joseph de Wake-
field..... 1778

ERECTIION DE MUNICIPALITE SCOLAIRE :

Roberval 1778

FANLIS :

Cession :
Bernatchez 1786

Dividende :

Gauthier..... 1786

Nomination de curateur :

Audette 1787
Beudoin..... 1787
Gagnon et al..... 1786
Morin 1785
Mudge..... 1786

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :

Côte Saint-Léonard..... 1778
Lowe Sud..... 1778
Village de Sainte-Pudentienne..... 1778

NOMINATIONS :

Commissaires d'écoles :

Saint-Elphège..... 1775
Saint-Pierre de Sorel..... 1775

INDEX OF THE OFFICIAL GAZETTE No. 37.

NEW ADVERTISEMENTS.

Pages.

APPOINTMENTS :

School Commissioners :

Saint Elphège..... 1775
Saint Pierre de Sorel..... 1775

CROWN LANDS :

Notices of cancellation, &c.

Roberval..... 1779
Seigniorv of Cap de la Magdeleine..... 1779

INSOLVENTS :

Appointment of curator :

Audette 1787
Beudoin 1787
Gagnon et al..... 1786
Morin 1785
Mudge 178

Assignment :

Bernatchez 1786

Dividend :

Gauthier..... 1786

MUNICIPALITY ANNEXED :

Annex to Saint Edward of Wakefield
several lots of Saint Joseph of Wake-
field..... 1778

SCHOOL MUNICIPALITY ERRECTED :

Roberval 1778

SEPARATION DE BIENS :

Dme Larocque vs. Monast.....	1783
Dme Minher vs. Fiset.....	1783
Dme Osbert vs. Duperrouzel.....	1783

FERRES DE LA COURONNE :

Avis de cancellation, etc.

Roberval.....	1779
Seigneurie Cap de la Magdeleine.....	1779

VENTES PAR LES SHERIFFS :

BEAUCH :

Langis vs. Hannon.....	1789
------------------------	------

CHICOUTIMI :

Ross et al. vs. Desjardins et al.....	1791
---------------------------------------	------

GASPÉ :

Robin et al. vs. Huard.....	1791
-----------------------------	------

KAMOURASKA :

Lévesque vs. Michaud.....	1792
---------------------------	------

MONTREAL :

Tremblay vs. Montreuil.....	1793
-----------------------------	------

OTTAWA :

Riopel et al. vs. Pichette.....	1797
---------------------------------	------

QUEBEC :

Gauvin vs. Thompson.....	1798
--------------------------	------

SAINT-FRANÇOIS :

Turgeon vs. Demers.....	1003
-------------------------	------

TROIS-RIVIÈRES :

Lottinville vs. Biron.....	1004
----------------------------	------

3033

SCHOOL MUNICIPALITIES :

Côte Saint Léonard.....	1778
South Lowe.....	1778
Village of Sainte Pudentienne.....	1778

SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Larocque vs. Monast.....	1783
Dme Minher vs. Fiset.....	1783
Dme Osbert vs. Duperrouzel.....	1783

SHERIFF'S SALES :

BEAUCH :

Langis vs. Hannon.....	1789
------------------------	------

CHICOUTIMI :

Ross et al. vs. Desjardins et al.....	1791
---------------------------------------	------

GASPÉ :

Robin et al. vs. Huard.....	1791
-----------------------------	------

KAMOURASKA :

Lévesque vs. Michaud.....	1792
---------------------------	------

MONTREAL :

Tremblay vs. Montreuil.....	1793
-----------------------------	------

OTTAWA :

Riopel et al. vs. Pichette.....	1797
---------------------------------	------

QUEBEC :

Gauvin vs. Thompson.....	1798
--------------------------	------

SAINT-FRANÇOIS :

Turgeon vs. Demers.....	1003
-------------------------	------

TROIS-RIVIÈRES :

Lottinville vs. Biron.....	1004
----------------------------	------

3034